

NATIONS UNIES



UN LIBRARY  
APR 15 1991  
**CONSEIL DE SÉCURITÉ**

UN/SS COLLECTION  
**DOCUMENTS OFFICIELS**

TRENTE-HUITIÈME ANNÉE

**2420<sup>e</sup>** SÉANCE : 23 MARS 1983

NEW YORK

---

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2420) .....	1
Adoption de l'ordre du jour .....	1
Lettre, en date du 22 mars 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Vice-Ministre des relations extérieures du Nicaragua (S/15651) .....	1

22p.

UN LIBRARY UN NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les documents du Conseil de sécurité (cote S/ . . .) sont, en règle générale, publiés dans des *Suppléments* trimestriels aux *Documents officiels du Conseil de sécurité*. La date d'un tel document indique le supplément dans lequel on trouvera soit le texte en question, soit des indications le concernant.

Les résolutions du Conseil de sécurité, numérotées selon un système adopté en 1964, sont publiées, pour chaque année, dans un recueil de *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité*. Ce nouveau système, appliqué rétroactivement aux résolutions antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1985, est entré pleinement en vigueur à cette date.

## 2420<sup>e</sup> SÉANCE

Tenue à New York le mercredi 23 mars 1983, à 16 h 30.

*Président* : Sir John THOMSON  
(Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord).

*Présents* : Les représentants des Etats suivants : Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Guyana, Jordanie, Malte, Nicaragua, Pakistan, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Togo, Union des Républiques socialistes soviétiques, Zaïre, Zimbabwe.

### Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2420)

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Lettre, en date du 22 mars 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Vice-Ministre des relations extérieures du Nicaragua (S/15651).

*La séance est ouverte à 16 h 40.*

### Adoption de l'ordre du jour

*L'ordre du jour est adopté.*

Lettre, en date du 22 mars 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Vice-Ministre des relations extérieures du Nicaragua (S/15651)

1. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Je voudrais informer les membres du Conseil que j'ai reçu des représentants du Honduras, du Mexique et du Panama des lettres par lesquelles ils demandent à être invités à participer à la discussion de la question inscrite à l'ordre du jour. Selon la pratique habituelle, je me propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ces représentants à participer au débat sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire.

*Sur l'invitation du Président, M. Ortez Colindres (Honduras) prend place à la table du Conseil; M. Muñoz Ledo (Mexique) et M. Ozores Typaldos (Panama) occupent les sièges qui leur ont été réservés sur les côtés de la salle du Conseil.*

2. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Le Conseil de sécurité est réuni aujourd'hui pour donner suite à la demande faite à cet organe par le Vice-Ministre des relations extérieures du Nicaragua, dans sa lettre en date du 22 mars 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité [S/15651].

3. M. TINOCO (Nicaragua) [*interprétation de l'espagnol*] : Il y a environ un an, le 25 mars 1982 [2335<sup>e</sup> séance], le Conseil de sécurité a entendu une déclaration très importante et historique faite par le Coordonnateur du Conseil du Gouvernement de reconstruction nationale du Nicaragua, le commandant Daniel Ortega Saavedra, sur les activités agressives menées contre la révolution populaire sandiniste et le Gouvernement de reconstruction nationale du Nicaragua par le Gouvernement des Etats-Unis, par l'intermédiaire de bandes contre-révolutionnaires.

4. Aujourd'hui, 12 mois plus tard, le peuple nicaraguayen se heurte à une nouvelle escalade dans l'agression perpétrée par le Gouvernement américain qui, cette fois, se manifeste par l'infiltration massive d'unités militaires et de *task forces* — pour reprendre les termes appropriés — de contre-révolutionnaires somozistes opérant à partir du territoire hondurien.

5. La communauté internationale connaît très bien — et cela a été largement diffusé par les moyens d'information internationaux — l'historique des agressions qu'a connues ces deux dernières années la révolution sandiniste. L'existence et les activités de camps de contre-révolutionnaires en territoire hondurien tout le long de la frontière avec le Nicaragua ont fait l'objet de nombreux reportages écrits et filmés qui montrent la réalité de cette activité contre-révolutionnaire. De même, tous ceux qui sont présents ici savent que l'activité menée par ces éléments contre-révolutionnaires s'est caractérisée jusqu'à tout récemment par une série d'actes de sabotage militaire et d'actes de terrorisme, principalement sous forme d'attaques contre la population civile, des villages et des postes militaires tout le long de la frontière entre le Honduras et le Nicaragua.

6. Dès le début de 1982, lorsque la Central Intelligence Agency (CIA) a décidé de créer le Front démocratique nicaraguayen (FDN) en vue de regrouper les éléments contre-révolutionnaires, aussi bien les militaires de carrière membres de la Garde nationale somoziste que d'autres groupes, et décidé de les doter, grâce à ce mécanisme, d'une direction centrale relevant de la CIA, on abordait déjà la première étape du développement accéléré et systématique des activités dirigées contre la révolution populaire sandiniste.

7. Dans sa première phase de développement, la prétendue force démocratique nicaraguayenne a procédé à une série d'opérations sous la direction des Etats-Unis consistant principalement en actes de sabotage, destructions

d'avions, incidents comme l'explosion d'une bombe terroriste à l'aéroport international Augusto César Sandino, de Managua, qui a entraîné la mort de trois Nicaraguayens, fonctionnaires des services d'immigration, et la destruction de deux ponts le long de la frontière entre le Nicaragua et le Honduras.

8. Parallèlement, des structures militaires s'édifient progressivement en territoire hondurien, avec la coopération de secteurs de l'armée hondurienne, jusqu'à constituer une véritable armée, dangereuse et réactionnaire qui, jouissant de l'appui logistique nécessaire pour soutenir des opérations militaires et en général maintenir des structures capables de mener des activités guerrières soutenues ou sporadiques contre le Nicaragua, commence à opérer de manière systématique.

9. De janvier à octobre 1982, les camps d'entraînement contre-révolutionnaires ont joué un rôle très important. Ces camps sont situés sur le territoire des Etats-Unis d'Amérique, plus précisément en Floride, au Texas et en Californie. Ignorant et bafouant ses propres lois et le *Neutrality Act*, le Gouvernement des Etats-Unis encourage l'entraînement intensif de contre-révolutionnaires somozistes dans diverses propriétés privées en Floride et dans les autres Etats susmentionnés, arguant que, étant donné qu'elles ont lieu dans des propriétés privées, ces activités ne constituent pas une violation du droit international ni du droit américain. Il existe des films et toute une documentation écrite et visuelle relatant ces faits.

10. De juillet à octobre 1982 a commencé un processus de transferts massifs de militaires récemment réentraînés en Floride — car il s'agissait de militaires de carrière de l'armée somoziste — vers les camps contre-révolutionnaires situés en territoire hondurien, le long de la frontière avec le Nicaragua. Au cours du dernier trimestre de 1982, des bases ont été installées dans la région de Jinotega et dans le Zelaya du Nord en même temps qu'une série coordonnée et systématique d'attaques et de harcèlements se sont produits le long de la frontière au moyen d'armements de plus en plus perfectionnés.

11. En novembre 1982, on assiste à une augmentation des infiltrations depuis le Honduras qui ont pour but d'essayer de saboter la production agricole nicaraguayenne, d'une part, et de s'emparer de Jalapa — située en bordure de la frontière hondurienne —, d'autre part, plan qui a abouti à un échec total dû à la mobilisation du peuple nicaraguayen tant sur le plan économique que sur le plan militaire.

12. Je voudrais cependant signaler que la production interne du Nicaragua en ce qui concerne ses principaux domaines d'exportation a atteint, en dépit de cela, les niveaux les plus élevés dans l'histoire de la révolution.

13. A la suite de cet échec retentissant des forces contre-révolutionnaires, la CIA a lancé ce que l'on appelle le "Plan C", qui prévoit la fourniture d'un appui logistique encore plus important aux forces contre-révolutionnaires et des efforts accrus pour recruter davantage d'éléments

pour les forces contre-révolutionnaires. Il a donc été procédé à une restructuration du prétendu FDN, sous la direction de cette même CIA, et le FDN est devenu l'équivalent d'une direction politique, avec un état-major et des forces spéciales.

14. C'est à la veille de 1983 qu'ont eu lieu les premières tentatives importantes et sérieuses d'infiltration et d'installation d'unités contre-révolutionnaires somozistes en territoire nicaraguayen; ces forces ont alors tenté de s'établir dans les zones de Wuina, Wiwilí et Nueva Segovia, au nord du Nicaragua, près de la frontière avec le Honduras. Néanmoins, quelques jours plus tard, ces efforts ont été déjoués grâce aux activités des milices sandinistes et de l'armée populaire sandiniste.

15. La nouvelle étape, la nouvelle escalade dans cette histoire d'agression du Gouvernement des Etats-Unis contre le peuple et contre le Gouvernement nicaraguayens a commencé au début de cette année, 1983, au moyen d'un processus systématique de concentration des forces contre-révolutionnaires qui se trouvaient dispersées dans différents camps le long de la frontière entre le Nicaragua et le Honduras. Cette concentration s'est faite en deux points principaux. L'un des points de concentration des forces somozistes est en territoire hondurien, près de la zone de Jalapa, l'autre est également en territoire hondurien, dans la zone se trouvant en face de Puerto Cabezas, sur la côte atlantique du Nicaragua, au nord du pays. C'est précisément à partir de ces points de concentration stratégiques de troupes que la CIA ordonne aux sbires et aux assassins somozistes de s'infiltrer et de s'introduire en masse dans notre territoire.

16. C'est ainsi que dès les premiers jours de février de cette année — c'est-à-dire le mois dernier — ce processus d'infiltration massive a été enclenché grâce à de petites unités militaires comportant environ 2000 hommes, qui sont parvenues à s'introduire dans le territoire national. De cet ensemble d'environ 2000 hommes de troupes en provenance de la zone de concentration proche de Jalapa, en territoire hondurien, une grande partie sont restés dans la zone montagneuse du Nicaragua, très proche de la frontière avec le Honduras, et une autre partie moins importante de ces troupes somozistes organisées en bandes de 100 hommes a pénétré plus profondément dans le territoire national, jusqu'à la zone de Matagalpa, aux alentours de Rio Blanco.

17. En même temps, il convient de signaler que dans la zone proche de Puerto Cabezas, de l'autre côté, en territoire hondurien, les forces contre-révolutionnaires qui ont implanté là leur camp — c'est le deuxième point de concentration dont je viens de parler —, soit environ 2500 hommes, ont rencontré de réelles difficultés dans leurs plans d'infiltration massive ainsi que les forces qui s'étaient infiltrées dans les zones de Jinotega et Nueva Segovia. C'est dire qu'il n'y a pas eu de coordination dans l'infiltration de ces forces en provenance des deux points de concentration stratégiques.

18. Les forces contre-révolutionnaires ont rencontré des difficultés lorsque, il y a environ trois semaines, la

*Task Force*, ou détachement spécial, composée de 300 hommes environ, qui constituait l'avant-garde devant préparer l'entrée dans le territoire de l'ensemble des forces contre-révolutionnaires, fut repérée et encerclée par les forces des milices sandinistes et de l'armée populaire sandiniste. Ces dernières ont infligé à ce détachement spécial une défaite cuisante, ce qui l'a complètement démantelé. Cet échec militaire de l'avant-garde des forces contre-révolutionnaires dans la région atlantique du Nicaragua a été déterminant et a déjoué jusqu'à présent les plans d'infiltration des forces installées dans cette zone.

19. Nous tenons à souligner que le nombre total approximatif des forces installées en territoire hondurien proche de la région nord-est du Nicaragua, c'est-à-dire dans la région atlantique, est évalué à plus de 2 500 hommes. La majorité d'entre eux, comme je l'ai déjà dit, sont des militaires de carrière, membres de la garde de génocide somoziste, membres des troupes d'élite de l'École d'entraînement de base d'infanterie, qui était un corps spécialement préparé pour pratiquer la répression contre le peuple.

20. Pour ce qui est de l'activité militaire de ces forces somozistes infiltrées dans le territoire national, il est important de souligner que celles-ci ont suivi un entraînement orienté essentiellement vers les objectifs civils. Au cours de leurs activités militaires, ces hommes n'ont pu s'emparer d'un seul village, pas même d'une petite bourgade, et leur initiative militaire tactique ne leur a pratiquement pas servi. Leurs actions contre-révolutionnaires ont visé des cibles civiles sans défense et sans armes. Leurs crimes caractéristiques, notamment ceux de la force réduite opérant dans la zone de Matagalpa, ont été d'assassiner et d'égorger les paysans et les instituteurs sans défense qui vivaient dans la zone. Mais aucun Nicaraguayen n'est surpris par cette attitude génocide et criminelle de la part des gardes somozistes. Les gardes somozistes qui se sont infiltrés en masse dans notre pays depuis le Honduras sont les mêmes auteurs de génocide que notre peuple a mis en déroute le 19 juillet 1979 et qui se sont enfuis au Honduras; ce sont ces mêmes criminels qui ont bombardé et détruit nos cinq villes principales au Nicaragua; ce sont ces mêmes criminels qui ont assassiné et massacré des paysans sans défense durant la dictature de Somoza; ce sont ces mêmes criminels qui ont fait disparaître des centaines et des milliers de jeunes citoyens nicaraguayens, et les corps de nombre d'entre eux ont plus tard été retrouvés dans les fosses communes à l'intérieur des casernes de la garde somoziste. Ceux qui égorgent et assassinent aujourd'hui les paysans sont ceux-là mêmes qui ont assassiné les révolutionnaires et qui les ont jetés dans des volcans avec une cruauté inouïe. Par conséquent, le peuple nicaraguayen ne peut se tromper à propos de ces gens.

21. Le Gouvernement des Etats-Unis, qui a nourri et soutenu cette dictature et qui a tiré profit de la façon dont elle a trahi son pays pour satisfaire sa propre cupidité, est maintenant derrière ces nouvelles agressions et il est responsable des souffrances que le peuple nicaraguayen continue de connaître. Ces bandes somozistes ne peuvent exister que dans la mesure où elles sont finan-

cées, entraînées et dirigées par les agences du Gouvernement des Etats-Unis, lequel se sert de ces bandes pour poursuivre sa propre politique dans la région.

22. A ce stade, il est nécessaire de définir et de dire en toute clarté comment le Conseil du Gouvernement de reconstruction nationale du Nicaragua et la direction nationale du Front sandiniste de libération nationale perçoivent la présente situation: nous tenons à dire très clairement que nous n'estimons pas que cette force contre-révolutionnaire qui s'est infiltrée dans le pays et les 2 500 hommes qui pourraient s'infiltrer dans la zone de la côte atlantique représentent une menace à la stabilité du pouvoir révolutionnaire dans notre pays. La défaite de ces forces, dans un proche avenir, ne sera pas seulement militaire, mais aussi politique. Sur le plan militaire, elles sont d'ailleurs déjà encerclées et poursuivies par les milices sandinistes et l'armée populaire sandiniste et, sur le plan politique, elles sont déjà battues, car elles représentent les scories et la cause de tant de souffrances pour notre peuple. De l'avis du Gouvernement de reconstruction nationale du Nicaragua, le danger ne réside pas dans ces forces contre-révolutionnaires elles-mêmes qui, pour la plupart, sont restées dans les zones montagneuses du Nicaragua, à proximité de la frontière hondurienne. Le danger, au contraire, et c'est là quelque chose de très grave, réside dans le fait que ces actes des forces somozistes au centre et au nord du pays peuvent représenter des activités secondaires ou de diversion tendant à faciliter un coup beaucoup plus important porté à la révolution nicaraguayenne dans des zones névralgiques sur les plans économique, politique et militaire, comme la zone pacifique du Nicaragua qui longe la frontière avec le Honduras.

23. C'est pourquoi nous tenons à attirer l'attention sur le fait que la quasi-totalité ou la plus grande partie des forces de la garde somoziste participent déjà aux plans d'agression dans le nord du pays et aux plans d'infiltration dans le nord-est de la zone atlantique et que, par conséquent, tout coup militaire de caractère stratégique contre notre révolution dans la zone du Pacifique devra nécessairement être porté par d'autres forces que les forces somozistes.

24. Plus exactement, nous pensons qu'il serait possible que l'armée hondurienne et d'autres forces de la région fassent l'objet de pressions et soient encouragées à participer plus activement et plus directement aux actes d'agression contre la révolution sandiniste. A cet égard, nous attirons l'attention des membres du Conseil de sécurité sur quatre faits concrets qui viennent étayer les craintes qui sont celles non seulement du Conseil du Gouvernement de reconstruction nationale mais d'autres éminents dirigeants latino-américains devant le danger que représente une situation de ce genre.

25. Premièrement, le fait que près de ou plus de 1 500 membres des forces qui se sont infiltrées dans le pays se trouvent dans la zone frontalière augmente la possibilité que, dans un combat des forces sandinistes contre les éléments réactionnaires, des unités militaires de l'armée

hondurienne, volontairement ou involontairement, soient impliquées dans ce conflit. Nous estimons que cela servirait de prétexte approprié aux forces ennemies du Nicaragua pour intensifier rapidement la participation de l'armée hondurienne dans ces activités contre-révolutionnaires.

26. Deuxièmement, le fait que l'armée hondurienne concentre des troupes en territoire hondurien, notamment dans la région de Jalapa où les groupes somozistes se livrent à des activités.

27. Troisièmement, le fait que l'armée hondurienne concentre des troupes dans la zone de Choluteca, en territoire hondurien limitrophe des zones les plus stratégiques et névralgiques de la région pacifique du Nicaragua.

28. Quatrièmement, le fait qu'au cours des dernières heures ont eu lieu des événements concrets qui confirment nos craintes quant au rôle éventuel de l'armée hondurienne. Je songe au fait que le 20 mars à 16 h 6, pour être précis, des soldats honduriens se trouvant à Las Lomas de los Pastores, en territoire hondurien, à 1,5 kilomètre au sud-ouest de Santo Tomás del Nance, ont soumis le poste d'observation de Vado Ancho, situé à deux kilomètres au sud-ouest de Santo Tomás del Nance, à des fusillades et à des tirs de mitrailleuse M-50 et de mortier de 81 mm. A 17 h 35, ce même jour, les troupes honduriennes ont attaqué à nouveau ce même poste d'observation.

29. Dans cette même logique, hier, à 9 heures, dans la zone de Palo Verde, en territoire hondurien à l'ouest de Santo Tomás del Nance, l'armée du Honduras s'est préparée à l'offensive par un déploiement massif de forces militaires à quelque 800 mètres seulement de la frontière avec le Nicaragua. Nous avons déjà envoyé une note de protestation à ce sujet au Gouvernement du Honduras [*S/15656, annexe II*].

30. La responsabilité du Gouvernement des Etats-Unis quant à ce danger virtuel qui menace la paix de l'Amérique centrale est évidente; la volonté politique et la détermination des principaux responsables du Gouvernement actuel des Etats-Unis pour essayer de renverser la junte révolutionnaire du Nicaragua et de détruire la révolution populaire sandiniste, en ayant recours à tous les moyens possibles, ne font plus aucun doute. Qu'il nous suffise de rappeler quelques-uns des éléments qui précisément étaient les bases et l'histoire de cette persécution étrange, systématique et véhémente et de ce harcèlement à l'encontre de la révolution populaire sandiniste. Déjà, dès le 15 juillet 1980, dans le texte approuvé par la Convention nationale de Détroit, le Parti républicain, dans son programme politique à l'intention de l'électorat, d'une manière très claire, éhontée et sans précédent, déclarait ce qui suit :

“Nous déplorons la prise du Nicaragua par les marxistes-sandinistes; nous n'appuyons pas l'aide des Etats-Unis à un gouvernement marxiste quel qu'il soit dans cet hémisphère et nous nous opposons au programme d'aide du gouvernement Carter au Gouvernement du Nicaragua; cependant nous appuierons les

efforts du peuple du Nicaragua pour établir un gouvernement indépendant et libre.”

31. Ce fut là le prélude, l'expression, sous forme de programme, de la volonté et de la détermination de l'extrême-droite d'en finir avec la révolution populaire sandiniste. A partir de ce moment et depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement Reagan, une attitude très hostile a été adoptée dans tous les domaines à l'encontre du Gouvernement du Nicaragua. L'une des premières mesures de politique étrangère prises par l'actuel Gouvernement des Etats-Unis a été précisément de supprimer l'aide économique au Nicaragua qui avait été approuvée par le gouvernement Carter.

32. Par la suite, une série de mesures politiques se sont succédées sur le plan économique, diplomatique et militaire en vue de saper la révolution nicaraguayenne. Sur le plan financier et économique, de nombreuses manœuvres furent effectuées en vue de bloquer les prêts en cours dans les différents organes internationaux, tant à la Banque interaméricaine de développement qu'à la Banque mondiale. De même, différentes étapes avaient été prévues au cours desquelles — comme nous l'avons déjà dit — furent arrêtés et exécutés par la CIA les plans militaires de déstabilisation du Nicaragua : d'abord avec les premières bandes paramilitaires contre-révolutionnaires qui commencèrent à opérer à l'intérieur du pays, passant ensuite aux camps d'entraînement en Floride, pour arriver à la situation actuelle grave qui menace la région de l'Amérique centrale avec la nouvelle politique tendant à encourager l'infiltration de bandes somozistes dans notre pays.

33. Certaines déclarations très récentes d'éminents fonctionnaires américains peuvent nous donner une idée de la façon dont le Gouvernement actuel des Etats-Unis voudrait aborder le problème de l'Amérique centrale et comment il met au point sa politique à l'égard du Nicaragua. On peut dire essentiellement que ce qui a été exposé dans le programme républicain de juillet 1980 n'a nullement varié et qu'au contraire les mesures n'ont fait que s'aggraver.

34. Le président Ronald Reagan, dans le message qu'il a adressé au Président du Panama en février dernier, a déclaré ce qui suit :

“Nous proposons un rapprochement régional complet dans la recherche de la paix, de la démocratie et du développement en Amérique centrale. Malheureusement, tous ne partagent pas ces principes; nous ne pouvons nous en remettre uniquement à des moyens pacifiques pour régler des différends nationaux sur le plan international.”

C'est toujours le président Reagan qui, le 22 février, dans le discours qu'il prononçait devant l'Association d'anciens combattants, déclarait ce qui suit :

“L'Amérique centrale est beaucoup trop proche de nous et nos intérêts stratégiques dans les routes maritimes des Caraïbes et le canal de Panama sont beau-

coup trop importants pour ne pas tenir compte de la réalité. Le spectre de gouvernements contrôlés par des marxistes-léninistes en Amérique centrale d'allégeance politique et idéologique envers Cuba et l'Union soviétique constitue un défi direct devant lequel nous devons réagir."

35. Le Sous-Secrétaire d'Etat aux affaires latino-américaines, Thomas O. Enders, d'après le service pour l'Amérique latine de l'Agence Reuters, déclarait le 21 février 1982, ce qui suit :

"Il convient de bien établir que si l'Union soviétique et Cuba, ensemble ou séparément, cherchent à ce que le Nicaragua devienne une menace semblable à celle que fut Cuba après la révolution, les Etats-Unis prendront sans le moindre doute des mesures pour empêcher que cela ne se produise."

36. Le journal américain, *Miami Herald*, du 17 février 1983, faisant allusion à la comparaison du Chef de la CIA, William Casey, devant le Congrès, rapporte textuellement :

"Casey a demandé au Congrès de continuer à fournir des fonds jusqu'en 1984 pour financer l'opération secrète et controversée contre le Nicaragua. Le rôle des Etats-Unis se limite toujours à fournir avis et aide financière à des forces antisandinistes qui se trouvent au Honduras pour procéder à des attaques contre le Nicaragua."

37. D'après le bulletin d'information officiel de l'ambassade des Etats-Unis à Managua — nous ne savons pas si c'est le même bulletin qui est édité pour le reste de l'Amérique latine — du 4 mars 1983, le président Reagan, dans le discours qu'il a prononcé devant les membres du Commonwealth Club de San Francisco, a dit :

"La menace concerne toute la région et l'hémisphère occidental plutôt qu'un seul pays; s'ils arrivent à devenir puissants, et avec le Nicaragua de leur côté, si le Gouvernement d'El Salvador venait à être renversé à la suite de la violence armée de la guérilla, je crois que le Costa Rica, le Honduras, le Panama et toutes ces nations suivraient alors le même chemin."

Le même bulletin de l'ambassade des Etats-Unis, en date du 11 mars, cite le président Reagan alors qu'il prononçait un discours le 10 mars devant l'Association nationale des industriels et disait textuellement ce qui suit :

"Les nations de l'Amérique centrale sont nos voisins les plus proches. El Salvador, par exemple, est plus près du Texas que le Texas du Massachusetts; l'Amérique centrale est tout simplement très proche et les intérêts stratégiques sont beaucoup trop importants pour ignorer le péril qu'est la prise du pouvoir par des gouvernements ayant des liens idéologiques et militaires avec l'Union soviétique.

"...

"La moitié de tout le commerce extérieur avec les Etats-Unis passe par le Canal ou par d'autres routes

maritimes des Caraïbes, à destination ou à partir de nos ports.

"...

"Nous avons mis du temps à comprendre que la défense des Caraïbes et de l'Amérique centrale contre la prise du pouvoir par les marxistes-léninistes est vitale pour notre sécurité nationale, et ce sous une forme à laquelle nous ne sommes pas habitués."

38. La nouvelle situation à laquelle la révolution nicaraguayenne doit faire face, en raison de l'agression accrue dont elle est l'objet, est envisagée sereinement par notre Conseil du Gouvernement de reconstruction nationale, et toutes les mesures internes d'ordre matériel, militaire et politique sont prises pour tenir en échec ces plans d'agression. Le peuple nicaraguayen appuie avec enthousiasme toutes ces mesures et la participation des masses nicaraguayennes dans les milices et les bataillons de réserve est plus grande que jamais; dans ce domaine, le Conseil du Gouvernement de reconstruction nationale a réaffirmé clairement que toutes les mesures qui sont prises pour faire face à l'agression somoziste, encouragée par les Etats-Unis, visent à protéger les intérêts suprêmes de la population nicaraguayenne et à préserver les libertés publiques et civiles qui caractérisent notre processus pluraliste et d'économie mixte. Le Conseil du Gouvernement a en particulier annoncé le maintien du pluralisme politique en dépit de l'agression et des desseins des forces étrangères; il a réitéré son droit de renforcer nos lignes de défense dans la mesure où la situation l'exige; enfin, il a déclaré sans réserve que la révolution nicaraguayenne et l'intégrité territoriale du Nicaragua seraient défendues avec détermination et énergie à l'intérieur et dans les limites de notre territoire, et ce pour bien préciser que toute internationalisation du conflit dans la zone frontalière honduro-nicaraguayenne sera le résultat de la provocation et de l'action préméditée des forces réactionnaires sur le plan international, qui manœuvrent contre le Nicaragua.

39. Nous appelons l'attention des membres du Conseil de sécurité sur le fait que le Mouvement des pays non alignés a déjà, à divers niveaux — à la Réunion ministérielle du Bureau de coordination, tenue du 10 au 14 janvier 1983 à Managua, et à la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement, tenue à New Delhi du 7 au 12 mars 1983 —, attiré l'attention sur la poursuite des actes agressifs et offensifs visant à déstabiliser la révolution sandiniste, et a lancé un appel pour qu'il y soit mis fin; les chefs d'Etat ou de gouvernement ont demandé au Gouvernement des Etats-Unis d'adopter une attitude constructive et ont prié le Bureau de coordination du Mouvement des pays non alignés de suivre de près et avec la plus grande attention l'évolution des activités à l'encontre du Nicaragua.

40. Les craintes exprimées par le Gouvernement nicaraguayen concernant l'internationalisation possible du conflit dans la région continuent d'être fondées. Nous soulignons que nous disposons d'informations militaires récentes, obtenues des forces contre-révolutionnaires rassemblées en territoire hondurien, selon lesquelles ces

forces auraient l'intention dans les jours prochains d'agir dans trois directions à l'intérieur du pays. Premièrement, en direction de la zone de Jalapa, Nueva Segovia et Teotecacinte, au centre du pays; en d'autres termes, il s'agit de renforcer les forces contre-révolutionnaires qui s'y trouvent déjà. Deuxièmement, en direction des mines d'or qui se trouvent au nord-est du Nicaragua. Troisièmement, en direction de la zone de Puerto Cabezas, dans le secteur nicaraguayen de Mosquitia.

41. Nous faisons également savoir que des informations reçues des services de renseignements nous préoccupent grandement, à savoir que dans les quartiers généraux contre-révolutionnaires de Mocerón en territoire hondurien, dans la zone atlantique de Trojes, dans la zone centrale de Jalapa et dans le département d'El Paraíso, plus près du Pacifique, il y aurait une activité fébrile parmi les gardes somozistes et leurs conseillers dans le dessein d'infiltrer dans les jours prochains, selon les dernières estimations des services militaires de renseignements, quelque 4 000 hommes de plus au Nicaragua.

42. Notre intervention au Conseil est un appel au Gouvernement des Etats-Unis pour qu'il mette fin à son attitude agressive à l'égard de notre pays, à ses tentatives pour renverser le Gouvernement révolutionnaire et pour écraser la révolution populaire sandiniste, ses manœuvres menaçantes, à la guerre "secrète" mais connue de tous, que le gouvernement Reagan mène contre notre pays et aux souffrances et aux douleurs infligées à notre peuple. Nous faisons appel aux Etats-Unis pour qu'ils n'ignorent pas les initiatives de paix des pays d'Amérique latine et d'autres pays hors de la région. Nous exhortons les Etats-Unis à réviser leur politique et à renoncer aux solutions militaires et guerrières pour régler la crise sévissant en Amérique centrale. Nous exhortons les Etats-Unis à reconsidérer, avec sérénité et en tenant compte de la responsabilité historique qui leur incombe en vertu de leur puissance, toutes les initiatives de paix qui ont été avancées, notamment celles des Gouvernements du Mexique et du Venezuela, pour essayer de trouver une solution au problème frontalier qui oppose le Honduras au Nicaragua, ainsi que les propositions comme celle qui a été présentée à Contadora, en janvier dernier<sup>1</sup>, par les Gouvernements de la Colombie, du Mexique, du Panama et du Venezuela, qui attirait l'attention sur les éléments fondamentaux de la crise qui existe en Amérique centrale et tendait à trouver des solutions pacifiques et pratiques négociées. Nous faisons également appel aux membres du Conseil et à la communauté internationale pour qu'ils s'efforcent, de manière coordonnée, d'élaborer une politique menant à des solutions pacifiques négociées dans la région de l'Amérique centrale.

43. Pour sa part, le Nicaragua réitère sa volonté de discuter du problème de l'Amérique centrale, déclare qu'il est prêt à aborder les problèmes et les différends survenus à la suite d'actes militaires commis depuis sa frontière septentrionale avec le Honduras, et souligne son attitude positive face à tout type de solution pacifique pouvant contribuer au règlement de la crise qui sévit en Amérique centrale.

44. Enfin, et cela est très important pour l'avenir, la paix et la vie de plus de 20 millions de personnes en Amérique centrale nous amènent à lancer un appel à la communauté internationale pour qu'elle reste vigilante face aux intentions sinistres des forces réactionnaires internationales qui cherchent à faire évoluer ce conflit frontalier entre le Honduras et le Nicaragua vers une agression de plus grande portée, de caractère stratégique, contre la révolution populaire sandiniste.

45. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : L'orateur suivant est le représentant du Honduras. Je lui donne la parole.

46. M. ORTEZ COLINDRES (Honduras) [*interprétation de l'espagnol*] : Nous avons écouté avec toute l'attention voulue les positions exposées par le représentant du Nicaragua, M. Victor Hugo Tinoco, selon lesquelles on cherche à impliquer le Honduras dans des événements liés au soulèvement interne contre le régime sandiniste qui gouverne son pays. Mon gouvernement tient à établir clairement sa position à cet égard afin de contribuer, en tant que Membre respectueux de ses obligations internationales, au maintien de la paix en Amérique centrale et, partant, dans la communauté internationale. Je vais maintenant parler de certaines questions soulevées et des jugements de valeur qu'elles nous inspirent et ensuite je ferai une petite digression étant donné le feu nourri d'accusations auxquelles nous avons été soumis.

47. Premièrement, le Honduras, comme chacun sait, fait partie d'un ensemble régional comprenant principalement cinq pays qui auparavant — de 1823 à 1838 — formaient la République fédérale d'Amérique centrale. Ces pays sont le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Nicaragua, et bien sûr, le Honduras. Les intérêts économiques et politiques de ces cinq Etats ont toujours été intimement liés. Tant il est vrai que, il y a quelques années, et on peut aisément s'en rendre compte, dans cette région du continent américain, s'est développé un des mouvements d'une grande importance politico-économique — le Marché commun d'Amérique centrale — dont les pactes fondamentaux de caractère régional, à un degré plus ou moins grand, sont toujours en vigueur.

48. Je voudrais attirer l'attention sur le fait que le siège de l'organisme international principal, dont j'ai eu l'honneur d'être le Président pendant treize ans et demi, la Banque centraméricaine d'intégration économique, se trouve à Tegucigalpa, où tous les 21 jours se réunissent des délégués des cinq gouvernements, y compris celui du Nicaragua, pour se procurer des crédits auprès de cette institution internationale, laquelle, il faut le reconnaître en toute justice, dispose de par ses statuts de fonds qui proviennent pour plus de 65 p. 100. de prêts consentis à des conditions libérales par le peuple des Etats-Unis.

49. Le Honduras, nous voulons que la chose soit bien claire, n'est mêlé à aucun différend bilatéral avec le Nicaragua, pays frère; bien au contraire, le Honduras subit, dans le cadre régional, les répercussions de tous les phénomènes politiques importants qui affectent les Etats voisins.

50. Deuxièmement, dans la réalité, ce qui constitue un problème interne et exclusif du Nicaragua, car ce ne sont pas des troupes honduriennes qui combattent aujourd'hui à 10 km à l'intérieur du Nicaragua, mais bien des troupes nicaraguayennes, est une chose qui nous touche aussi. Néanmoins, de l'avis de notre gouvernement, la situation actuelle au Nicaragua est due à des tensions politiques et sociales de plus en plus grandes entre le gouvernement sandiniste et les groupes d'opposition de toutes tendances politiques au Nicaragua, avec lesquels le gouvernement vainqueur n'a pu parvenir à un accord qui permette l'instauration d'une société démocratique et pluraliste au Nicaragua, comme cela avait été dit dans le Manifeste du mouvement sandiniste lorsque le régime du général Somoza avait été renversé, et rendant même un accord de ce genre impossible. Et la situation qui vient de se produire, ainsi que tous les événements qui l'ont précédée, doit être résolue uniquement par les Nicaraguayens.

51. Aujourd'hui, incidemment, un an s'est écoulé depuis que le Ministre des relations extérieures du Honduras, M. Edgardo Paz Barnica, a présenté au Conseil permanent de l'Organisation des Etats américains (OEA) une proposition de paix [S/14919, annexe] qui comportait, entre autres choses, l'élaboration immédiate des bases d'un désarmement général dans la région et d'une entente sur une réduction objective et raisonnable du nombre de conseillers étrangers, militaires ou autres — et nous savons que dans le cas du Nicaragua il s'agit de conseillers étrangers à notre continent. Nous voulons, et nous l'avons dit publiquement, que l'on étudie et que l'on adopte des mécanismes appropriés pour que, grâce à une supervision et à une surveillance internationales auxquelles le Honduras est dès à présent disposé à se soumettre, s'exerce un contrôle sur les points névralgiques des deux pays qui risqueraient d'être la cause, de par leur proximité, de la déstabilisation en question; nous voulons que l'on discute et que l'on mette au point de concert les procédures et mécanismes les plus efficaces pour arrêter le trafic d'armes dans la région.

52. J'ai pu constater qu'il y avait dans mon pays beaucoup de camions énormes qui transportent des armes de la frontière nicaraguayenne, en utilisant le territoire hondurien; des preuves en ont été fournies à maintes reprises à la presse internationale et au corps diplomatique. C'est pourquoi nous voudrions que l'on exige le respect absolu des frontières établies. Nous avons avec le Nicaragua une frontière légalement délimitée, qui comporte une frontière fluviale, là où coule un grand fleuve, le Rio Segovia, qui va de Portillo de Teotecacinte à l'Atlantique; et il n'y a aucun différend au sujet de ces frontières dûment délimitées. Le Honduras veut non seulement respecter ces frontières mais également respecter les limites traditionnelles de juridiction des Etats de la région afin de ne pas compromettre la paix, et établir les paramètres d'un dialogue permanent.

53. Nous avons parmi nous le Secrétaire général à qui l'on a fait part, il y a un an, au niveau officiel le plus élevé, et avec la plus grande énergie, du désir de voir l'Organisation entamer un dialogue sérieux et permanent entre les

cinq pays d'Amérique centrale, où cette violence existe, pour que l'on fasse un pas en avant dans la recherche de la paix et que l'on cesse de dissimuler derrière les événements internes la difficile situation que connaît l'Amérique centrale.

54. C'est pourquoi il convient de préciser ces paramètres grâce à un dialogue permanent de caractère multilatéral qui permettrait, sur le plan tant intérieur qu'international, d'encourager des accords politiques tendant à renforcer un système démocratique et pluraliste.

55. Le gouvernement de mon pays est issu d'élections populaires. Nous aimerions que nos frères du Nicaragua bénéficient d'un environnement juridique semblable, et qu'il ne soit pas question d'armes, mais plutôt de bulletins de vote à déposer dans les urnes les jours prochains ou les prochaines années afin de légitimer un pouvoir qui a été pris par la force.

56. Nous devons donc être conséquents avec ces positions. C'est pourquoi le Honduras est disposé à contribuer à un dialogue régional qui permettrait d'atteindre les objectifs que j'ai présentés et c'est pourquoi nous envisageons le problème avec tout le sérieux voulu; nous avons invité les pays de la région, avec le Costa Rica qui est également un pays démocratique, et nous avons suggéré de nous réunir le plus rapidement possible pour rechercher les solutions qui nous permettraient d'instaurer la paix. Les quatre pays mentionnés ont répondu qu'ils étaient disposés à rechercher un dialogue; seul le Gouvernement nicaraguayen n'a pas répondu à cette invitation pour entamer ce dialogue permanent. Espérons qu'il sera possible d'établir ici un élément ou une recommandation quelconque qui nous permettrait de préciser ce désir de paix impliquant cinq pays d'Amérique centrale, et nous serions très heureux que les autres pays limitrophes, qui connaissent également la démocratie, puissent aussi participer à ce dialogue. Nous saluons avec respect et un enthousiasme démocratique l'initiative du Gouvernement vénézuélien et du Gouvernement mexicain, et les efforts déployés récemment par une autre démocratie, la République dominicaine, qui a offert très généreusement d'accueillir sur son territoire la réunion pour que ce dialogue soit entamé le plus rapidement possible.

57. Fidèles au principe de la non-intervention, nous rappelons ici même que le Gouvernement du Honduras est disposé en toute bonne foi à contribuer, par tous les moyens possibles, aux efforts de paix en Amérique centrale. Cependant, nous sommes extrêmement préoccupés par les déclarations du Ministre de la défense du Nicaragua, le commandant Humberto Ortega Saavedra, selon lesquelles nous sommes sur le point de voir se déclencher une guerre internationale entre le Honduras et le Nicaragua.

58. Il y a une demi-heure, mon gouvernement m'a fait savoir qu'il avait envoyé une note officielle au Conseil permanent de l'OEA, dont j'aurai l'occasion de donner lecture au Conseil de sécurité, compte tenu des déclarations menaçantes qui ont incité mon pays à mobiliser ses

forces. Le Honduras tient à déclarer clairement que la mobilisation des forces dans son territoire est un droit souverain. Notre constitution nous ordonne de défendre notre pays.

59. Au Nicaragua, le pouvoir n'a pas été acquis par les votes mais par les armes. Le pouvoir démocratique au Honduras doit être défendu par des moyens pacifiques ou autres, voire des moyens défensifs. Mon pays est prêt à se soumettre à un contrôle international pour savoir quelle quantité d'armes existe dans chaque pays, pour voir si nous avons une capacité défensive ou offensive. Nous trouvons une estimation de la quantité d'armements en place au Nicaragua dans les nouvelles publiées par les journaux américains, comme dans le *New York Times*, la semaine dernière, selon lesquelles la République démocratique allemande aurait envoyé 100 camions et 100 batteries antiaériennes. Nous avons aussi appris, on peut le prouver, qu'il y avait des divisions blindées d'origine russe, plus de deux divisions, ce qui entraîne un déséquilibre des armements dans la région.

60. Nous l'avons répété et nous le répétons aujourd'hui, le Honduras ne permettra pas que l'on utilise son territoire pour envahir un pays frère ni que l'on installe des campements militaires à la frontière. Et pour prouver notre sincérité, récemment, le Ministre des relations extérieures du Honduras, M. Edgardo Paz Barnica, a invité officiellement le Ministre des relations extérieures du Nicaragua, M. Miguel D'Escoto Brockmann, à venir en personne inspecter la région — un hélicoptère était mis à sa disposition et des moyens de communication jugés adéquats étaient prévus — et parcourir la frontière entre nos deux pays et constater lui-même que ces nouvelles étaient dénuées de tout fondement. Le Gouvernement nicaraguayen n'a pas accepté cette invitation tendant précisément à relâcher la tension et à mettre une fois pour toutes un terme à toutes ces spéculations.

61. Mon gouvernement a envoyé ce jour au Conseil permanent de l'OEA une communication officielle dénonçant les affirmations faites il y a quelques heures par le Ministre de la défense du Nicaragua, qui font état de certaines déclarations très vigoureuses de membres du Conseil du gouvernement, à Madrid, l'année dernière, qui mettent en danger la paix dans la région et que je porterai le moment venu à la connaissance du Conseil de sécurité. Tout cela, de l'avis du gouvernement de mon pays, constitue une menace à la paix dans la région et est le prélude à une guerre, non pas interne mais internationale, contre le Honduras, avec toutes les forces dont ce pays dispose et qui dépassent toutes les forces défensives de tout pays de la région. Si malheureusement on en vient là, le Gouvernement hondurien exercera son droit de légitime défense, comme le prévoit la Charte des Nations Unies.

62. Il ne faut pas oublier que le Honduras est prêt à participer à toutes les réunions pour parvenir à une paix durable, mais il convient de signaler néanmoins que tant le Nicaragua que le Honduras sont membres de l'OEA et que, conformément à l'Article 52 de la Charte des Nations Unies, il faut épuiser les recours régionaux avant de discu-

ter devant cette instance mondiale les problèmes qui affectent la paix.

63. Il n'y a pas de campements antisandinistes dans notre territoire et nous ne sommes pas disposés à appuyer les insurgés nicaraguayens. On peut trouver confirmation de la bonne foi du Honduras dans les invitations officielles qui ont été adressées au Gouvernement nicaraguayen afin que l'on parcoure ensemble la frontière commune à l'heure et au jour que voudra indiquer le Gouvernement nicaraguayen. C'est lui qui décidera de la date et de l'heure. Cette invitation, que nous réitérons maintenant, n'a pas été considérée comme judicieuse et n'a pas été acceptée par le Gouvernement frère du Nicaragua.

64. Il y a 35 000 réfugiés au Honduras, des Nicaraguayens pour la plupart. Et il est paradoxal de constater que les gouvernants actuels du Nicaragua étaient hier des réfugiés dans notre territoire qui les avait accueillis chaleureusement et avec compréhension et dans l'espoir qu'ils mettraient en place un gouvernement et instaurent la démocratie au Nicaragua. Il n'est pas possible pour nos forces armées de contrôler une frontière longue de milliers de kilomètres. Lorsque les membres de l'actuel gouvernement sandiniste étaient des insurgés, nous ne pouvions davantage les contrôler pour protéger le gouvernement qu'ils ont renversé par la suite, celui du général Somoza. Les insurgés d'hier sont les gouvernants d'aujourd'hui. Tout ce que nous voulons, c'est que le Nicaragua résolve ses problèmes internes, et ce n'est pas par un écran de fumée que ce pays frère pourra dissimuler les graves conflits internes qui l'agitent.

65. Le Gouvernement du Honduras ne croit pas en la solution violente, et toute mobilisation de troupes n'a, je le répète, qu'un seul but : celui de défendre notre souveraineté nationale, qui est un impératif fermement établi dans la Constitution.

66. Enfin, je voudrais démentir officiellement — et j'ai les télex sous les yeux — l'accusation selon laquelle des effectifs du Honduras auraient attaqué le poste d'observation nicaraguayen de Vado Ancho, situé à deux kilomètres au sud-ouest de la localité de Santo Tomás del Nance. Le Gouvernement du Honduras s'est permis de répondre au Gouvernement du Nicaragua que les troupes honduriennes n'ont jamais attaqué le poste de Vado Ancho non plus que tout autre poste situé en territoire nicaraguayen et que, au contraire, ce sont des localités honduriennes de la zone frontière qui sont fréquemment victimes d'agressions de la part des forces armées sandinistes — ce qui ne laisse pas d'être préoccupant —, comme le Ministère des relations extérieures du Honduras l'a dénoncé aussi bien auprès du Secrétaire général qu'auprès du Conseil de sécurité. Je répète que la préoccupation primordiale du Gouvernement hondurien dans les circonstances actuelles découle uniquement des déclarations formulées récemment par le commandant Humberto Ortega Saavedra, qui estime qu'une guerre contre le Honduras est imminente. Les forces armées du Honduras ne feraient que s'acquitter de leur devoir fondamental aux

termes de la Constitution au cas où nous serions tenus de repousser une agression étrangère et de protéger la souveraineté de la République.

67. Nous estimons que ce genre de menace, en un moment de tension, de la part des autorités suprêmes de ce pays frère, devrait céder la place à la sagesse et à la modération si le Gouvernement du Nicaragua désire réellement que la tranquillité règne à nouveau en Amérique centrale et que soient normalisées les relations fraternelles qui ont toujours existé entre nos deux peuples et nos deux gouvernements.

68. Enfin, le Gouvernement du Honduras tient à rappeler clairement au Gouvernement du Nicaragua que, avec l'appui de la plupart des pays américains et d'Europe occidentale, des plans de paix ont été présentés qui, malheureusement, n'ont pas été acceptés par le Nicaragua. En dépit de cela, le Gouvernement du Honduras reste décidé à rechercher la paix pour l'Amérique centrale, si éprouvée, une paix fondée sur la justice, le raffermissement de la démocratie et le respect et la dignité de la personne humaine.

69. S'il s'avère nécessaire d'éclaircir à un niveau plus élevé tout problème qui subsiste dans une situation complexe et assez confuse, je suis certain que le Gouvernement hondurien sera disposé à déléguer le Ministre des relations extérieures pour que, au niveau le plus élevé et avec l'aide du Conseil, chargé de protéger la paix, puisse naître l'étincelle d'un dialogue positif dans la région. On ne saurait nier que l'Amérique centrale soit impliquée dans son propre contexte.

70. Le gouvernement de mon pays m'a chargé d'expliquer très clairement et fermement que notre problème n'est pas un problème bilatéral. Le Costa Rica a invité le Gouvernement du Nicaragua; El Salvador l'a invité; le Honduras l'a invité; des entretiens ont eu lieu et tous ont répondu et réagi favorablement. Je voudrais poser publiquement une question au Vice-Ministre des relations extérieures du Nicaragua pour lui demander s'il est disposé à entamer un dialogue sous l'égide d'une organisation quelle qu'elle soit, immédiatement, pour que l'on en finisse une fois pour toutes avec les tensions dans la région. Je pose cette question publiquement car le Gouvernement hondurien est prêt à accepter toute initiative de paix en même temps que tout désarmement multilatéral, à condition qu'il soit décidé à l'échelle régionale et effectué sous un contrôle sérieux comme celui de l'Organisation des Nations Unies.

71. Mme KIRKPATRICK (Etats-Unis d'Amérique) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, je voudrais commencer, comme c'est l'usage, en vous félicitant de votre accession aux fonctions de président du Conseil de sécurité pour ce mois et dire — vous ne vous en étonnerez certes pas — la très grande estime que le gouvernement de mon pays porte aux traditions démocratiques, dans la théorie et la pratique, dont votre pays est un exemple pour tous. Je voudrais également dire la reconnaissance de mon gouvernement au Président du Conseil le mois dernier, le représentant de l'Union des Républiques

socialistes soviétiques, Oleg Troyanovsky, pour le sérieux et l'efficacité avec lesquels il s'est acquitté de ses fonctions.

72. Nous traversons une période extraordinaire. Une des caractéristiques de cette période extraordinaire que nous vivons actuellement est, en quelque sorte, un foisonnement de droits. Des droits nouveaux, sans précédent dans l'histoire de l'humanité, sont inventés et revendiqués et, comme dans le cas de tous les droits, une indignation s'exprime lorsqu'il y a violation de ces nouveaux droits. Deux fois ce mois-ci nous avons entendu invoquer un nouveau droit. Nous avons entendu un pays invoquer le "droit à l'agression" et nous avons entendu exprimer de l'indignation lorsque son "droit de renverser un gouvernement voisin" a été violé. Nous avons entendu le même gouvernement s'indigner une fois de plus lorsque son "droit d'occuper un territoire voisin" a été violé.

73. Maintenant c'est le Gouvernement du Nicaragua qui revendique un nouveau droit encore — le "droit de répression de son propre peuple", dans l'impunité et dans l'immunité quant aux conséquences en découlant. Le Gouvernement du Nicaragua, aujourd'hui, a laissé entendre que quelqu'un violait son "droit de réprimer son peuple", peut-être même son "droit de chercher activement à renverser des gouvernements voisins et de diriger des révolutions à partir de son propre territoire contre ses voisins", et il est venu devant la communauté internationale représentée ici pour demander que nous le protégions contre les frustrations et l'amertume de son propre peuple, alors qu'il édifie une nouvelle et rude dictature militaire pour gouverner et réprimer ce peuple auquel il a si clairement promis la démocratie. Voilà précisément l'appel du Gouvernement du Nicaragua adressé au Conseil aujourd'hui : protéger le Nicaragua dans le libre exercice de son "droit de répression", répression dans le pays, agression à l'étranger.

74. Il s'agit là d'un nouveau droit, dont on n'avait jamais entendu parler auparavant, mais les mythes dont il s'accompagne sont, hélas, déjà bien connus. Ces mythes sont les suivants : le Nicaragua est une révolution démocratique, armée à seule fin de libérer le peuple nicaraguayen du joug de la dictature; le Nicaragua veut vivre en paix avec ses voisins; et le Nicaragua est sur le point d'être envahi par les Etats-Unis, ou le Honduras, ou autre.

75. Je crois que ces trois mythes, en raison du rôle crucial qu'ils jouent dans les arguments extraordinaires du Gouvernement nicaraguayen, qu'il répète maintenant, méritent que le Conseil les examine de plus près alors que nous nous penchons sur les propositions dont nous sommes saisis aujourd'hui et la manière appropriée d'y répondre.

76. Tout d'abord, examinons le mythe selon lequel la dictature militaire sandiniste est une révolution démocratique. Dieu sait que le peuple du Nicaragua aspirait à une révolution démocratique. Ce peuple s'est uni, presque à l'unanimité, pour combattre la dictature pesante d'Anastasio Somoza. Il s'est uni dans cette lutte parce qu'on lui a promis la démocratie. Les promesses que la Junte sandiniste, comme on l'appelle, a faites au peuple nicaraguayen

et à l'OEA sont très claires. Je crois que ces promesses sont intéressantes aujourd'hui, si intéressantes que nous devons les examiner. Elles sont exprimées avec une clarté particulière dans une lettre adressée par le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) à l'OEA le 17 juillet 1979, c'est-à-dire le mois même au cours duquel le FSLN est devenu le Gouvernement du Nicaragua. C'est sur la base de ces promesses solennelles, faites spontanément à l'OEA, que cette organisation et beaucoup d'autres ont offert leur soutien au FSLN dans ses efforts pour devenir le Gouvernement du Nicaragua. Je voudrais lire cette lettre qui dit :

“Monsieur le Secrétaire général,”

— il s'agit du Secrétaire général de l'Organisation des Etats américains —

“Nous avons le plaisir de vous présenter, ainsi qu'aux ministres des relations extérieures des Etats membres de l'Organisation, un document qui contient notre plan pour assurer la paix dans notre pays éprouvé et héroïque, au moment où le peuple nicaraguayen consolide sa victoire politique et militaire sur la dictature.

“Tout d'abord, nous avons élaboré ce plan sur la base de la résolution de la dix-septième Réunion de consultation, le 23 juin 1979 [S/13451], résolution qui était historique dans tous les sens du terme : elle exige le remplacement immédiat de la dictature génocide de Somoza, dont la fin est proche, et appuie l'installation d'un gouvernement démocratique largement représentatif dans notre pays, comme celui que nous avons formé. Tout en disant que la solution à ce problème relève exclusivement de la compétence du peuple nicaraguayen, il fait appel à la solidarité de l'hémisphère pour préserver les droits de notre peuple à l'autodétermination. Nous présentons à la communauté des nations de l'hémisphère, à propos de notre plan pour obtenir la paix, les objectifs qui ont inspiré notre gouvernement depuis sa formation. Ils ont été exposés dans nos documents et déclarations politiques et nous voulons en ratifier certains ici même : 1) Notre ferme intention d'établir le plein respect des droits de l'homme dans notre pays, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies<sup>2</sup> et à la Charte des droits de l'homme de l'Organisation des Etats américains<sup>3</sup>; notre respect des droits de l'homme a déjà été démontré par la façon dont le Front sandiniste de libération nationale a traité des centaines de prisonniers de guerre; notre gouvernement invite donc la Commission interaméricaine des droits de l'homme à se rendre dans notre pays dès que nous serons établis sur notre territoire national; 2) Notre désir de voir notre mise en place au Nicaragua se faire par une transition ordonnée et pacifique; le Gouvernement de reconstruction nationale considérerait comme un geste de solidarité de la part des ministres des relations extérieures de l'hémisphère leur visite dans notre pays, et nous leur adressons par la présente une invitation fraternelle; 3) Notre décision de promouvoir la justice civile dans notre pays et de juger ceux qui sont inculpés de crime contre la population selon les lois

ordinaires; par sa lutte héroïque, le peuple a acquis pour lui-même le droit de faire régner la justice pour la première fois depuis un demi-siècle, et le fera dans le cadre de la loi, sans esprit de vindicte et sans représailles aveugles; 4) Ceux qui ont collaboré avec le régime et qui souhaiteraient quitter le pays, et qui ne sont pas responsables du génocide dont nous avons souffert ou d'autres crimes graves devant être jugés par les tribunaux civils, peuvent le faire avec toutes les garanties nécessaires que le Gouvernement de reconstruction nationale autorise dès maintenant; le départ de ces personnes peut être contrôlé par la Commission interaméricaine des droits de l'homme et par la Croix-Rouge internationale; 5) Le plan visant à organiser les premières élections libres que notre pays ait connues en ce siècle afin que les Nicaraguayens puissent élire leurs représentants aux conseils municipaux et une assemblée constituante, et plus tard élire les autorités suprêmes du pays.

“Monsieur le Secrétaire, il appartient maintenant aux gouvernements de l'hémisphère de parler afin que la solidarité avec la lutte de notre peuple, qui a été menée au nom de la démocratie et de la justice, puisse être possible au Nicaragua et qu'elle devienne pleinement effective.

“Nous vous demandons de transmettre le texte de cette lettre aux ministres des relations extérieures de l'OEA.

“Très respectueusement vôtre. Conseil du Gouvernement de reconstruction nationale, Violeta de Chamorro, Sergio Ramírez Mercado, Alfonso Robelo, Daniel Ortega Saavedra, Moises Hassan.”

77. C'est une lettre intéressante. Il s'agit là d'engagements censément sérieux, contractés avec sérieux : des engagements à respecter les droits de l'homme, à respecter la liberté de tous les Nicaraguayens, y compris les minorités; des engagements à procéder à des élections libres; des engagements à créer un gouvernement de droit civil — à la primauté du droit, du droit civil ordinaire. Qu'est-il advenu de ces engagements ? Nous ne saurions rester indifférents à ce fait.

78. D'abord, examinons l'engagement à respecter les droits de l'homme, y compris, bien entendu, le droit le plus fondamental de l'homme, le droit démocratique, le droit à l'opposition, le droit à une activité autonome, base même d'une société pluraliste. Il est particulièrement navrant de voir ce qu'il est advenu des personnes qui avaient rejoint le FSLN pour établir ce gouvernement et pour prendre ces engagements. Prenons, par exemple, le secteur privé. En octobre 1981, les dirigeants du Conseil supérieur de l'entreprise privée (COSEP), organisation “cadre” du secteur privé, établie pour coopérer avec la révolution sandiniste, ont été arrêtés et mis en prison pendant quatre mois parce qu'ils avaient fait une déclaration critiquant la politique officielle. L'expropriation sandiniste des entreprises privées a progressivement augmenté la participation du gouvernement dans l'économie, mais le délit qu'avaient commis les dirigeants

de la COSEP n'avait pas été de résister à cette absorption progressive de l'économie par le gouvernement, mais d'exprimer, probablement, des critiques en exerçant ainsi leur droit à la liberté d'expression. En novembre 1980, les forces de sécurité sandinistes ont tué le dirigeant du secteur privé, Jorge Salazar, qui n'était pas armé, lors d'un coup monté — chacun dans le monde l'a bien compris. L'organisation du secteur privé, le COSEP, et les partis politiques indépendants se sont retirés du Conseil d'Etat à ce moment-là en signe de protestation.

79. Mais il n'y a pas que le secteur privé qui ait souffert — très rapidement — de la politique de répression du gouvernement sandiniste : les syndicats ont été harcelés lorsqu'ils ont essayé de résister; ils ont été incorporés à l'Etat; leurs dirigeants ont été battus et arrêtés; des organisations de travailleurs et de paysans, sous contrôle très strict, ont été formées et n'ont pas tardé à perdre bon nombre de leurs membres.

80. La presse indépendante, qui avait reçu des promesses solennelles quant au respect de ses droits lorsque le FSLN a assumé le pouvoir, a été rapidement muselée, les moyens électroniques d'information ont été incorporés dans l'étau du contrôle gouvernemental et tous les organes des journaux, à l'exception d'un seul journal indépendant, *La Prensa*, qui, pendant des années s'était opposée au gouvernement Somoza, ont été coordonnés en quelque sorte par le gouvernement. Depuis lors, *La Prensa* a été plusieurs fois interdite et elle subit une pesante censure. Les journaux et les moyens d'information sous contrôle de l'Etat publient les nouvelles émanant du Ministère de l'intérieur, *La Prensa* doit subir une censure préalable; très souvent, on lui interdit de publier des entrevues, des nouvelles, et on l'empêche presque toujours de publier des critiques. Il lui est également interdit de publier des informations concernant ce qu'elle n'est pas autorisée à publier.

81. Les églises au Nicaragua ont été peu à peu réprimées. L'archevêque Obando y Bravo qui, comme les dirigeants du COSEP, avait appuyé la révolution et s'était fortement opposé au régime Somoza, s'est vu empêché de célébrer la messe à la télévision. La radio de l'Eglise catholique a été interdite plusieurs fois et elle a été finalement absorbée dans un système de contrôle gouvernemental. Le clergé, à maintes reprises, a été en butte à des attaques très humiliantes, et les sandinistes ont essayé d'organiser une église populaire parallèle après avoir déployé des efforts inutiles pour intimider la hiérarchie de l'Eglise catholique romaine au Nicaragua. Diverses sectes protestantes, dont les évangélistes, les mormons, les adventistes, les témoins de Jehovah et les moraves, ont été attaquées, leurs centres ont été repris par des comités de défense sandinistes et leurs pasteurs ont été inquiétés. Au moins 55 églises moraves sur la côte atlantique ont été brûlées.

82. Il est très important de savoir que parmi les milliers de Nicaraguayens qui vivent aujourd'hui en exil au Honduras, au Costa Rica, au Panama, aux Etats-Unis, au Venezuela et ailleurs, il y en a un grand nombre qui avaient appuyé, aidé et rejoint les sandinistes dans leur

opposition au gouvernement Somoza. Parmi ces dissidents, il en est un, Alfonso Robelo, qui est signataire de la lettre dont j'ai donné lecture, et il en est une autre, Violeta Chamorro, qui ayant depuis longtemps démissionné rapidement du gouvernement, continue de mener une lutte pour préserver la voix de la liberté au Nicaragua.

83. En plus de cette persécution systématique des forces de l'opposition, le Gouvernement du Nicaragua a violé graduellement ses engagements en matière d'élections et, bien entendu, en ce qui concerne la liberté de l'opposition. Il est devenu plus intolérant, semant la désillusion parmi un grand nombre de ses dirigeants d'origine.

84. Le 8 avril 1982, par exemple, après neuf mois de clandestinité, Edén Pastora, ancien commandant du FSLN, le célèbre commandant Zéro, a dénoncé le régime sandiniste en raison de ses liens avec Cuba et l'Union soviétique et a annoncé que sa propre organisation en exil lancerait un défi au FSLN concernant le contrôle du Nicaragua. Voilà les gens que l'on entend aujourd'hui qualifier de somozistes. Ces prétendus somozistes étaient dans un grand nombre de cas des démocrates décidés justement à libérer le Nicaragua de tout contrôle dictatorial, à établir un gouvernement démocratique dans cette société, et ils ont naturellement été atterrés de voir que la réalisation de leurs objectifs semblait de moins en moins certaine, le Gouvernement du Nicaragua devenant de plus en plus répressif aux mains de la dictature militaire dirigée par quelque neuf commandants militaires qui gouvernent aujourd'hui le pays d'une poigne de fer.

85. Il n'y a de meilleure expression, je crois, de l'esprit d'intolérance dans lequel le Nicaragua est gouverné aujourd'hui que la menace du commandant Humberto Ortega lorsqu'il a affirmé que l'opposition serait pendue aux réverbères en dehors de Managua.

86. Les élections promises n'ont cessé d'être reportées, et on a enfin annoncé que des élections auraient lieu en 1985, ou pas avant 1985, que l'examen des candidats à ces élections serait interdit jusqu'en 1984 et passible de peine de prison non pas selon la loi civile ordinaire, mais en vertu d'une loi martiale extraordinaire accompagnant l'état de siège.

87. La répression contre l'Eglise catholique s'est poursuivie sans relâche, et je crois que, tout au moins en esprit, elle s'est exprimée très clairement dans sa réaction à la visite du Pape. Le Pape Jean-Paul II, on le sait, a été troublé par les efforts du Gouvernement nicaraguayen pour établir une sorte d'église populaire fantôme. Les catholiques de la région et, sans doute, tous ceux du monde en ont été troublés eux aussi.

88. En préparant la visite pontificale, on a essayé de retarder les communications avec le Pape et, enfin, de réduire les foules autorisées à entendre la messe pontificale. La revue britannique *The Economist*, dans son édition du 12 mars 1983, a noté que les sandinistes

«avaient fait en sorte que leurs partisans assistent à la messe pontificale à Managua pour harceler le visiteur.

On l'a fait rapidement sortir de Managua et il a été envoyé dans les provinces afin qu'il ne puisse apparaître trop souvent au côté de l'archevêque antisandiniste de Managua, Obando y Bravo. Le Pape a fait preuve de la résistance passive qui lui est propre. La photographie où on le voit les bras croisés et la tête baissée pour montrer son désaccord alors que le commandant Ortega lançait sa tirade a malgré tout paru sur les premières pages des journaux."

Cependant, la plupart des habitants du pays n'ont pu avoir de contacts avec le Pape.

89. L'expression la plus claire de l'attitude officielle du gouvernement sandiniste à l'égard de la visite du Pape a peut-être été exprimée dans une émission radiodiffusée émanant, bien entendu, d'une station gouvernementale, où l'un des reporters a dit :

"En dépit de la diplomatie réputée du Vatican, le Pape s'est livré à une agression politique, en faisant un discours qui, en fait, était une agression politique et une agression contre le peuple. Voilà pourquoi le peuple a réagi comme il l'a fait."

90. Le Gouvernement nicaraguayen a réprimé tant de secteurs de sa propre population qu'il semble même injuste d'en mentionner un en particulier, et pourtant il reste vrai que la rigueur avec laquelle il a traité les peuples indigènes de la côte atlantique, les Indiens Mosquitos, Sumas et Ramas, ne saurait manquer d'être relevée au sein de tout groupe qui se préoccupe sérieusement de la nature du Gouvernement du Nicaragua.

91. Les Indiens Mosquitos ont été expulsés de leurs terres ancestrales par la force. Leurs églises ont été brûlées, leurs villages incendiés et leurs enfants, dans bien des cas, séparés d'eux par la force. Des milliers d'entre eux se sont enfuis au Honduras, où ils vivent aujourd'hui dans des camps de réfugiés — au cœur même du Honduras, en fait, et non plus le long de la frontière. Ceux qui ne se sont pas enfuis ont été parqués par le Gouvernement nicaraguayen dans des camps d'internement surpeuplés où ils sont désœuvrés et où les maladies sont endémiques.

92. En fait, le Ministre des relations extérieures du Nicaragua lui-même a dit qu'il se pouvait qu'il soit juste de faire quelques critiques contre la première étape — comme il l'a appelée — de l'installation des Mosquitos dans le nord du pays. La réinstallation n'a pas été effectuée avec autant de force qu'on l'a prétendu quelquefois, selon le Ministre, mais toutefois l'erreur a été qu'elle s'est produite trop rapidement. On aurait dû s'appliquer davantage à expliquer la nécessité de la réinstallation aux Mosquitos. On ne leur a pas demandé leur assentiment; on ne leur a pas donné d'explications. On a tout simplement forcé les Mosquitos à abandonner leurs foyers.

93. Les accusations que lance le Nicaragua contre les Etats-Unis ne sont pas plus convaincantes que les engagements qu'il a pris à l'égard de l'OEA. Le Gouvernement du Nicaragua a parlé et parlé de l'hostilité que lui mani-

este le Gouvernement des Etats-Unis. Nous pourrions presque dire qu'en ce qui concerne l'hostilité du Gouvernement des Etats-Unis à l'égard du Gouvernement du Nicaragua, c'est une obsession de sa part. Cette obsession, comme on l'a souvent noté, s'exprime dans son hymne national où il dit que nous ne sommes rien de moins que "des ennemis de l'humanité".

94. Le Gouvernement du Nicaragua a affirmé maintes fois que le gouvernement des Etats-Unis avait appuyé le gouvernement d'Anastasio Somoza et qu'il s'était implacablement opposé à la venue du Gouvernement présent. Or, le Gouvernement des Etats-Unis, qui n'a donné aucune aide économique ou militaire au régime de Somoza au cours de sa lutte pour la survie, a agi immédiatement pour aider le Gouvernement révolutionnaire du Nicaragua lors de son accession au pouvoir. Du 19 juillet 1979, lorsque le FSLN a triomphé, au 30 septembre 1979, les Etats-Unis ont donné au total 24,6 millions de dollars pour des secours d'urgence et d'assistance au relèvement du pays. Cette aide d'urgence comprenait des produits alimentaires et médicaments, la plupart du temps expédiés par avion; elle comprenait une assistance destinée à la reconstruction des habitations et l'octroi de céréales pour subvenir aux besoins alimentaires de première nécessité. De juillet 1979 à janvier 1981, une aide directe des Etats-Unis, représentant quelque 118 millions de dollars, a été fournie au nouveau Gouvernement du Nicaragua. En plus de l'aide bilatérale, les Etats-Unis ont appuyé activement tous les prêts au Nicaragua dans les institutions multilatérales de prêts, lui permettant ainsi de recevoir de la Banque interaméricaine de développement un prêt de 262 millions de dollars de la mi-1979 jusqu'à la fin de 1980 — presque le double du montant que le gouvernement Somoza avait reçu au cours des 20 années précédentes.

95. Au cours des 18 premiers mois d'existence, le Gouvernement sandiniste du Nicaragua a reçu plus d'aide économique des Etats-Unis que de tout autre pays. Il est absolument faux de laisser entendre que le Gouvernement des Etats-Unis a essayé de s'opposer au Gouvernement du Nicaragua et de lui nuire dans les efforts qu'il faisait pour libérer le peuple du Nicaragua d'une dictature semi-militaire, comme celle du régime de Somoza. Il est aussi absolument erroné de laisser entendre que c'est le gouvernement Reagan qui a mis fin à l'aide au Nicaragua. En fait, c'est pendant les derniers mois du gouvernement Carter que la décision de mettre fin à toute aide des Etats-Unis au Nicaragua a été prise, et cette décision a été prise parce que le Gouvernement du Nicaragua, de manière répétée et systématique, a violé son engagement de ne pas soutenir et appuyer le terrorisme ou la violence dans d'autres pays ou de ne pas intervenir dans les affaires intérieures d'autres pays. Il a aussi violé ses engagements visant à établir une démocratie et à instaurer la liberté pour son propre peuple.

96. Le Gouvernement du Nicaragua prétend qu'il est un Etat épris de paix entouré de voisins menaçants. Ici encore, les faits sont très différents. En réalité, le Gouvernement du Nicaragua depuis son accession au pouvoir s'est attaché à édifier un appareil militaire qui n'a jamais

eu d'égal en Amérique centrale. Un accroissement rapide de l'arsenal militaire s'est produit immédiatement après la venue au pouvoir des sandinistes; cet accroissement de l'arsenal militaire menace la sécurité des pays voisins. Avec une population de 2,7 millions d'habitants, les services actifs des forces nicaraguayennes comprennent quelque 25 000 hommes, deux fois au moins le nombre d'hommes de la Garde nationale de Somoza, outre les 50 000 hommes dans la réserve et la milice. Pour entraîner et entretenir ces forces, de nombreuses casernes ont été construites et de grandes quantités d'armes ont été importées du bloc soviétique. Quelque 2 000 militaires et conseillers de sécurité intérieure cubains se trouvent au Nicaragua; plusieurs centaines de Nicaraguayens sont formés ou finissent leur formation à Cuba et dans d'autres pays d'Europe de l'Est; des armes perfectionnées, dont des tanks T-55 fabriqués en Union soviétique, des chars amphibies, des hélicoptères et des avions de transport ont été ajoutés à l'arsenal du Nicaragua, dotant le Nicaragua d'une force militaire qui dépasse de beaucoup les besoins de sa propre défense — c'est évident — et qui dépasse de beaucoup toute force militaire que l'Amérique centrale ait jamais eue.

97. Par contraste, le Costa Rica n'a pas d'armée permanente, et le Honduras, qui a un million d'habitants de plus que le Nicaragua, a des forces dont le total s'élève à quelque 17 500 soldats.

98. Le Nicaragua affirme que les Etats-Unis, aidés par le Honduras, interviennent maintenant dans ses affaires intérieures et menacent la paix de la région. Cette affirmation a été bien sûr entendue ici auparavant. Il y a un an à peu près, le 25 mars 1982 je crois [233<sup>se</sup> séance], nous avons effectivement entendu la plainte de M. Daniel Ortega Saavedra, selon laquelle les Etats-Unis étaient sur le point de lancer une intervention militaire à grande échelle contre son pays. Dans la lettre par laquelle il demandait une réunion du Conseil de sécurité [S/14913], il faisait état du

“risque de plus en plus grand d'une intervention militaire à grande échelle des forces armées des Etats-Unis d'Amérique [qui] constitue une grave menace pour l'indépendance et la souveraineté des pays d'Amérique centrale et pour la paix et la sécurité internationales”.

Il a parlé, à cette occasion, de la stratégie d'intervention du Gouvernement des Etats-Unis et dit que son gouvernement avait la preuve que les Etats-Unis avaient l'intention d'attaquer directement le Nicaragua et d'intervenir directement en El Salvador.

99. Nous avons assuré alors le Gouvernement du Nicaragua que nous n'avions nullement l'intention de nous livrer à une invasion militaire à grande échelle de son pays. Or, bien entendu, comme nous l'avions dit alors, le Nicaragua est le pays d'Amérique centrale qui s'est engagé dans l'effort intense visant à déstabiliser les autres gouvernements. Les efforts du Gouvernement du Nicaragua en vue de déstabiliser le Gouvernement d'El Salvador sont si patents qu'il ne lui est même plus possible de les nier, lui qui, pendant de nombreux mois, pendant des années même, devant des preuves de plus en plus claires, a

obstinément nié cette affirmation véridique. Le Gouvernement du Nicaragua s'est efforcé de déstabiliser le Gouvernement d'El Salvador en envoyant d'une façon constante de grandes quantités d'armes dans le pays — plus de 200 tonnes en 1981. En fournissant appui et entraînement aux guérilleros d'El Salvador, et en dirigeant des opérations militaires de guérilla en El Salvador, à partir de postes de contrôle et de commandement situés au Nicaragua, le Nicaragua a tant de fois violé la souveraineté et le territoire du Honduras par l'envoi clandestin d'armes à travers ses frontières qu'il est littéralement impossible de compter les exemples. Le Nicaragua s'efforce également de fomenter la guérilla à l'intérieur du Honduras, d'accumuler des armes à l'intérieur du Honduras — quelque 10 tonnes d'explosifs et de petites armes, des milliers de cartouches, du matériel moderne de communications, des uniformes, du matériel de propagande, des camions et des véhicules pour le transport des armes ont été trouvés en lieux sûrs au Honduras à la fin de 1982.

100. Le Nicaragua a aussi systématiquement violé les droits du Costa Rica en essayant de lui refuser la jouissance du fleuve San Juan, en violant ses frontières et en proférant des menaces arrogantes dans le dessein de lui refuser le droit de développer son territoire.

101. Le Nicaragua n'a pas tenu à confirmer les faits concernant les activités ou les intentions de ses voisins. Le Gouvernement nicaraguayen, par exemple, a rejeté l'invitation que lui ont faite les Etats-Unis et le Honduras à assister aux manœuvres militaires communes qui ont eu lieu dans la région. Le 18 février 1983, le Gouvernement hondurien a invité le Ministre sandiniste des relations extérieures [voir S/15613] à visiter les camps d'exilés prétendument situés dans le sud du Honduras, et le 23 février le régime sandiniste a rejeté cette offre.

102. En fait, le Gouvernement nicaraguayen a récemment montré ouvertement son attitude à l'égard de ses voisins. Radio Venceremos, diffusant à partir de Managua, a récemment annoncé ce qui suit: “Notre guerre est et restera une guerre nationale, mais nous voyons nos plans dans le cadre d'un conflit régional auquel sont intéressés les peuples de l'Amérique centrale, des Caraïbes et de l'Amérique latine.” Dans le même programme, il a été affirmé que, “Les rebelles, dans toute la région, ont importé des armes par toutes les voies possibles. Nous avons utilisé toute l'Amérique centrale et d'autres pays à cette fin.” Selon le *Washington Post*, cette émission semblait avaliser les accusations faites pas le gouvernement Reagan selon lesquelles l'insurrection à laquelle on assiste dans d'autres pays d'Amérique centrale était encouragée et armée par le Gouvernement nicaraguayen qui de toute évidence y participait.

103. Le Gouvernement nicaraguayen a, en maintes occasions, refusé de participer aux efforts de ses voisins, dont ceux des Etats-Unis — mais, je tiens à le dire, pas seulement ni principalement les Etats-Unis —, pour trouver une solution pacifique aux conflits qui accablent la région.

104. Le 4 octobre 1982, à San José, il a été mis au point ce qu'on a appelé l'Acte final<sup>4</sup>, dans lequel les Etats démocratiques de la région ont, pour la première fois, énoncé les conditions qu'ils considéraient comme indispensables pour instaurer la paix en Amérique centrale. Ces conditions, avalisées par les Etats démocratiques de la région et, également, par les Etats-Unis sont, croyons-nous, une invitation permanente et une solution, un plan pour le règlement des problèmes et pour l'élimination de l'insécurité affligeant la région.

105. Ces conditions prévoient la cessation de l'appui étranger aux terroristes et aux éléments subversifs qui ont en vue de renverser par la violence le régime d'autres pays, c'est-à-dire que tous les pays renonceraient à se livrer à des actes de violence ou de subversion à l'intérieur de tout autre pays; l'arrêt du trafic d'armes — tout trafic d'armes venant de l'extérieur de la région prendrait fin —; l'interdiction d'importer des armes lourdes et la limitation de toutes les armes et de toutes les forces autres que celles qui sont nécessaires à la défense — mesures qui s'appliqueraient à tous les gouvernements —; le retrait de tous les conseillers militaires, des conseillers en sécurité et des troupes étrangers selon des conditions pleinement vérifiables et fondées sur la réciprocité; le retrait par tous les pays de tous les conseillers et troupes étrangers; le respect absolu du principe de la non-intervention et du règlement pacifique des différends; l'engagement de tous les pays de ne pas intervenir dans les affaires des autres pays et de résoudre leurs différends sans recourir à la force; le respect des droits de l'homme, y compris des libertés fondamentales, comme la liberté d'expression, le droit de se réunir, la liberté de religion et le droit de former des partis politiques, des syndicats et d'autres organisations; et la création d'institutions démocratiques représentatives grâce à des élections libres et régulières, qui se dérouleraient dans une atmosphère de réconciliation politique dans chaque Etat.

106. L'un des faits les plus frappants touchant la déclaration de San José et les principes qu'elle énonce pour servir de base à la solution pacifique de tous les problèmes de la région est que leur teneur peut se comparer aux engagements pris par le FSLN au moment de son accession au pouvoir — les engagements que l'on trouve dans la lettre qu'il a envoyée à l'OEA. En proposant au Gouvernement du Nicaragua de se joindre aux autres pays de la région pour appuyer ces principes, on lui propose simplement de se joindre à eux pour réaffirmer les principes qu'il a lui-même proclamés en accédant au pouvoir.

107. L'éminent britannique John Stuart Mill croyait que la recherche d'un peuple pour la liberté est un mouvement irrésistible: il peut être étouffé une fois, deux fois, maintes fois, mais jamais de manière permanente. L'histoire politique récente du Nicaragua montre comme la vision de John Stuart Mill était réelle.

108. Ayant combattu vaillamment pour renverser une dictature militaire despotique, les Nicaraguayens n'auront respiré que brièvement l'air enivrant de la liberté. Ce triomphe de la liberté sur la tyrannie, du peuple sur ses

opresseurs, s'est révélé tragiquement court dans le cas du Nicaragua. Le peuple nicaraguayen, longuement éprouvé, a vu ses aspirations à la liberté et aux droits de l'homme étouffées peu à peu par une autre forme de tyrannie. Pour un peuple ayant eu une longue expérience d'une forme de despotisme, les événements qui ont suivi le triomphe du sandinisme se sont révélés sinistrement familiers.

109. Le nouveau schéma était facilement reconnaissable. Quelques personnes désignées par elles-mêmes, ne jouissant pas de l'appui populaire, ont recouru à la violence armée pour se maintenir au pouvoir. Au lieu du soutien populaire, le nouveau gouvernement a toujours davantage recouru à des moyens militaires; au lieu de consultations, il a compté sur la coercition; au lieu de respecter les droits de l'homme, il a choisi de les fouler aux pieds; au lieu de prévoir le libre jeu des forces politiques de la société, il a cherché systématiquement à les détruire. Est-il donc surprenant que le peuple nicaraguayen qui, par expérience, sait reconnaître les tyrans, se retourne toujours davantage contre ceux en qui il avait cru voir initialement ses libérateurs? Est-il surprenant que le peuple nicaraguayen assoiffé d'une liberté véritable soit une fois de plus prêt aujourd'hui à combattre pour sa liberté comme il l'a fait dans le passé? Je ne le crois pas.

110. En fin de compte, le somozisme et le sandinisme ne sont pas dissemblables. Ils sont tous deux des dictatures militaires qui refusent au peuple nicaraguayen la jouissance des droits de l'homme et des libertés de l'homme, ses droits politiques et ses libertés politiques. Le fait est que le droit à la répression sollicité ici aujourd'hui par le Gouvernement nicaraguayen ne peut être accordé par quiconque. Le droit à la répression n'est ni un droit de l'homme ni un droit politique.

111. La violation de l'intégrité territoriale et de la souveraineté, le droit d'intervenir dans les affaires intérieures des autres, ne peuvent être accordés par le Conseil au Gouvernement du Nicaragua ni à aucun autre gouvernement. C'est une violation de la Charte des Nations Unies. C'est une violation des engagements pris par le Conseil à l'égard de tous ses membres.

112. Le représentant du Nicaragua a fait allusion à la volonté politique du Gouvernement des Etats-Unis. Il a fait également allusion à la volonté du peuple du Nicaragua d'être libre et indépendant. Je tiens à dire que la volonté politique du Gouvernement actuel des Etats-Unis ne diffère en rien de la volonté politique du peuple du Nicaragua d'être libre et indépendant.

113. Le représentant du Gouvernement du Nicaragua a lancé un appel pour que les Etats-Unis mettent fin aux efforts qu'ils font pour entretenir les troubles intérieurs du Nicaragua. Je voudrais moi aussi lancer un appel au Gouvernement du Nicaragua pour qu'il mette fin à la répression de sa propre population, pour qu'il mette fin à la déstabilisation de ses voisins, et qu'il affirme plutôt sa volonté politique de liberté, telle qu'il l'a promise au peuple du Nicaragua, telle qu'il l'a promise aux autres mem-

bres de l'OEA et, en fait, telle que le Gouvernement du Nicaragua l'a réaffirmée ici même aujourd'hui. Nous demandons au Gouvernement du Nicaragua d'être fidèle à ses propres promesses, de donner à son propre peuple les droits de l'homme, les libertés, le respect fondamental et les possibilités de paix et de prospérité qu'il lui a promis et que, nous l'espérons tous ardemment, il obtiendra.

114. Et pour finir, je voudrais affirmer la volonté politique du Gouvernement des Etats-Unis de se joindre aux autres membres de cet hémisphère, ou du Conseil, ou de se tenir à l'écart pendant que d'autres membres de l'hémisphère, et plus spécialement de l'Amérique centrale, élaborent des solutions propres à donner précisément les garanties que le gouvernement sandiniste avait promises à son peuple: respect des droits de l'homme, respect de relations de bon voisinage, respect du droit des peuples à choisir leur propre gouvernement par des élections libres et compétitives.

115. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*): Je donne la parole au représentant du Nicaragua, qui a demandé à exercer son droit de réponse.

116. M. TINOCO (Nicaragua) [*interprétation de l'espagnol*]: La délégation du Nicaragua n'a nullement l'intention d'abuser du temps précieux du Conseil et c'est pourquoi nous allons très brièvement passer en revue certains éléments qui nous paraissent fondamentaux pour que les membres du Conseil comprennent bien ce qui s'est passé et ce qui se passe encore en ce qui concerne les agressions contre la révolution nicaraguayenne.

117. A propos de certaines observations du représentant du Honduras, je ferai quelques brèves remarques. J'appelle l'attention du Conseil sur une coïncidence: celle qui existe entre le point de vue du Gouvernement du Honduras sur les activités des bandes contre-révolutionnaires somozistes — il voit là un problème interne, une guerre civile — et le point de vue exactement analogue exposé par la représentante des Etats-Unis. Quoi qu'il en soit, je soumets cela à la réflexion des membres du Conseil.

118. Le représentant du Honduras a fait observer qu'il y avait un problème d'armements au Nicaragua, qu'il convenait de s'en remettre à une supervision et à des règlements internationaux pour contrôler les armements, etc. On a voulu présenter le Nicaragua comme s'armant jusqu'aux dents et menaçant ses voisins. Pour notre part, nous attirons l'attention du Conseil sur le fait qu'à diverses reprises déjà le Gouvernement du Nicaragua a fait ressortir que les activités d'agression contre le Nicaragua et le problème de l'incitation à la contre-révolution pour s'opposer au processus révolutionnaire sandiniste n'étaient pas uniquement le fait de nos voisins dans la région d'Amérique centrale; le facteur déterminant et fondamental de déstabilisation en Amérique centrale est précisément le rôle que joue le Gouvernement américain actuel, partant des paramètres déjà énoncés dans le cadre du programme républicain le 15 juillet 1980.

119. Nous tenons à souligner que le Nicaragua a une politique essentiellement défensive; que le développement de ses lignes de défense est conforme au caractère de la menace régionale et extrarégionale qui plane sur le Nicaragua. On ne saurait penser que cette affirmation est sans fondement si l'on se rappelle justement les déclarations, les actes, les attaques et les agressions dont le Nicaragua a été la cible ces derniers mois.

120. Il ne s'agit donc pas de l'animosité de certains voisins de la région; il s'agit d'une politique bien définie et d'une attitude ferme d'opposition à la révolution nicaraguayenne, que le Gouvernement américain a adoptées. Et de toute évidence, dans toute solution politique de caractère régional, ce sont deux éléments dont il faut tenir compte.

121. Le représentant du Honduras a parlé aussi de la volonté de dialoguer de son pays. Il a déclaré que le Nicaragua n'avait jamais été disposé à dialoguer. Il a dit qu'il voulait saisir cette occasion pour que cette instance prenne des mesures concrètes afin d'engager un processus de discussion des problèmes qui entravent les relations entre nos deux pays. Je fais donc moi-même une proposition concrète au représentant du Honduras pour qu'il la transmette à son gouvernement. Je suggère que la proposition de paix et de négociation présentée par les Gouvernements du Mexique et du Venezuela en octobre dernier, et que son gouvernement a repoussée, soit reprise afin que la discussion puisse commencer entre nos deux pays.

122. Je rappellerai au représentant du Honduras que, en octobre dernier, les Présidents du Mexique et du Venezuela avaient proposé une réunion avec le président Suazo Córdoba, du Honduras, et le commandant Ortega Saavedra, coordonnateur du Conseil du Gouvernement du Nicaragua, pour discuter tous les quatre des problèmes, à Caracas le 13 octobre. Et je rappellerai que cette offre a été rejetée par le Président du Honduras, qui avait une réunion avec des entrepreneurs honduriens au port de Tela, au Honduras.

123. Cette profusion de propositions de paix ne faisait, en réalité, que cacher l'attitude systématique du Gouvernement du Honduras et du Gouvernement des Etats-Unis, attitude qui consistait à méconnaître et à rejeter les propositions concrètes permettant d'aborder les problèmes concrets de la région de l'Amérique centrale. Examinons les faits plus en détail.

124. Que s'est-il passé lorsque les Gouvernements du Mexique et du Venezuela ont pris l'initiative pour que les quatre présidents, dont ceux du Nicaragua et du Honduras, se rencontrent? Une autre initiative a immédiatement été prise pour que des négociations parallèles aient lieu, sous prétexte qu'il n'y avait rien à négocier sur le plan bilatéral, comme l'a dit le représentant du Honduras, qu'il fallait parler en termes généraux de la situation en Amérique centrale, mais il n'était pas question de traiter vraiment de problèmes concrets qui affectent notre région.

125. Et maintenant, avec l'initiative des Gouvernements de la Colombie, du Mexique, du Panama et du Vene-

zuela<sup>1</sup>, pour traiter de problèmes concrets — la crise en El Salvador et le problème des relations entre le Honduras et le Nicaragua —, on parle à nouveau de créer des mécanismes collatéraux qui dilueraient les efforts sérieux déployés par les gouvernements sérieux et responsables d'Amérique latine.

126. Je répète que le Gouvernement du Nicaragua est disposé à reprendre la proposition des Gouvernements du Mexique et du Venezuela et qu'il invite le Gouvernement du Honduras à faire de même, à moins que celui-ci ne continue de penser qu'il n'existe pas de problèmes bilatéraux et qu'il faut parler de généralités.

127. A propos de la prétendue accumulation excessive d'armements au Nicaragua, nous ne nierons pas que nous nous armions dans la mesure des menaces qui pèsent sur nous. On veut présenter ces mesures défensives comme constituant une menace pour les autres pays et, entre autres, le représentant du Honduras dit qu'il y avait quelque 100 ou 1000 batteries antiaériennes au Nicaragua. Je ne sais pas si cette information est vraie, mais je lui pose alors la question suivante : que craint-il de ces batteries antiaériennes ? Le Honduras a-t-il l'intention d'envahir le ciel du Nicaragua avec sa force aérienne ? A-t-il l'intention d'utiliser les 10 pistes militaires qui existent au Honduras, les 38 avions de combat, les 39 avions de transport et les 50 avions d'entraînement tactique d'appui du Honduras qui constituent la force aérienne la plus puissante de la région ? Nous répétons que la révolution nicaraguayenne établit ses lignes de défense pour protéger l'indépendance, l'intégrité territoriale de notre pays et l'existence de notre révolution.

128. En ce qui concerne d'autres faits qui ont été avancés par le représentant du Honduras aussi bien que par la représentante des Etats-Unis, au sujet de l'invitation que le ministre Paz Barnica a adressée au ministre D'Escoto Brockmann pour qu'il se rende au Honduras et vérifie s'il y a des camps d'entraînement, je voudrais rappeler les faits suivants : premièrement, l'invitation a été envoyée au ministre D'Escoto Brockmann alors qu'on savait très bien qu'il se trouvait en voyage officiel au Canada et qu'il devait se rendre ensuite à la réunion de New Delhi. Mais ce n'est pas là l'élément le plus important ; deuxièmement, comme par hasard, on "invite" le Nicaragua à venir voir s'il y a des camps d'entraînement au Honduras au moment même où des infiltrations massives de forces contre-révolutionnaires ont lieu au Nicaragua ; et troisièmement, toujours à l'intention du représentant du Honduras, je dirai qu'il n'est pas certain — ou qu'il n'a aucune information — que le Gouvernement du Nicaragua n'ait pas répondu à la proposition du Honduras.

129. Le Gouvernement nicaraguayen a répondu officiellement, par écrit — et la note diplomatique a été signée par Mme Nora Astorga, ministre par intérim des relations extérieures du Nicaragua — dans les termes suivants : premièrement, on rappelait que le ministre D'Escoto Brockmann n'était pas au Nicaragua mais à l'étranger ; deuxièmement, il était dit que nous considérions que la tâche de procéder à une observation militaire n'incombait pas au personnel diplomatique et que nous proposons

qu'une délégation militaire du Nicaragua se joigne à une délégation militaire du Honduras pour voir où se trouvaient ou s'étaient trouvés les campements des gardes qui traversaient alors la frontière pour venir au Nicaragua. Nous disions également, pour écarter tout doute, que nous préférons ne pas dire exactement où nous irions, mais qu'à notre arrivée à Tegucigalpa, les deux délégations prendraient un hélicoptère pour précisément chercher ces campements. Cette note était écrite et signée par le Ministre par intérim du Nicaragua. Je regrette que le représentant du Honduras ne dispose pas de ces informations ou ne les ait pas reçues du Ministère. Je regrette aussi que la délégation des Etats-Unis n'ait pas été mise au courant de ces faits.

130. Pour ce qui est des observations faites par la représentante des Etats-Unis, je serai beaucoup plus bref. J'insiste sur l'identité de vues quant à l'interprétation du phénomène offensif ou agressif subi par le Honduras. Malheureusement, la représentante des Etats-Unis a consacré 80 p. 100 de sa déclaration à faire une leçon de morale, une leçon de démocratie et à essayer de démontrer que le Nicaragua ne connaît pas la démocratie et qu'il a un régime répressif.

131. Avant toute chose, je tiens à lui dire que ma délégation aurait été très heureuse que cette exégèse sur les droits de l'homme et sur la situation intérieure au Nicaragua fût faite par la délégation des Etats-Unis à propos des pays amis de ce pays — par exemple, le Chili ou l'Afrique du Sud. Néanmoins, ce qui est grave ici, ce n'est pas qu'on essaie de présenter une image de répression et d'absence de démocratie au Nicaragua. Ce qui est dangereux, c'est que cela répond à une logique qui pourrait être tragique, si elle ne l'est pas déjà. En bref, la représentante des Etats-Unis, premièrement, a voulu démontrer qu'il n'y avait pas de démocratie au Nicaragua ; deuxièmement, elle n'a pas cherché à réfuter l'accusation d'agression contre le Nicaragua, ni à prouver qu'il n'y avait pas d'agression ; troisièmement, et en conclusion, pour eux, ce n'est pas un problème que d'agresser un pays lorsque celui-ci, selon leurs critères politiques et moraux, n'est pas jugé démocratique.

132. Nous tenons à souligner cette logique extrêmement dangereuse parce que cela prouve précisément que les affirmations et les positions avancées par la délégation du Nicaragua sont traitées de façon superficielle. On ne dit pas s'il est vrai ou non qu'il existait des camps en Floride ou si ces camps existent toujours en Floride ; on ne dit pas s'il est vrai ou non que quelque 20 millions de dollars ont été versés — c'est du moins ce que l'on dit publiquement — pour soutenir la contre-révolution ; on ne se préoccupe pas de préciser la nature des déclarations que j'ai citées au long de mon intervention.

133. Enfin, j'aimerais souligner qu'on nous répète encore une fois l'argument selon lequel le Nicaragua, en dénonçant et en citant tous ces faits précis, est obsédé — comme l'a dit la représentante des Etats-Unis —, que les Nicaraguayens sont paranoïaques, que les Etats-Unis sont doux comme des agneaux et qu'ils ne nourrissent ni ne financent aucun plan d'agression quelconque contre le Gouverne-

ment du Nicaragua; que nous sommes paranoïaques, qu'il n'y a aucune invasion de troupes américaines contre mon pays en 1856, qu'il n'y a pas eu d'invasion de troupes américaines contre mon pays en 1909, qu'il n'y a pas eu de troisième invasion de troupes américaines en 1913 contre mon pays, qu'il n'y a pas eu de quatrième invasion de troupes américaines contre mon pays en 1927, invasion repoussée par Augusto César Sandino et dans laquelle la révolution populaire sandiniste a puisé ses valeurs et ses principes.

134. Voilà quelques-uns des problèmes et des points que la délégation du Nicaragua désireait soulever pour que les choses soient claires.

135. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Le représentant du Honduras a demandé la parole dans l'exercice de son droit de réponse. Je la lui donne.

136. M. ORTEZ COLINDRES (Honduras) [*interprétation de l'espagnol*] : Nous sommes particulièrement heureux de constater que l'on commence à parler de paix et qu'il ne s'agit plus uniquement de s'armer pour défendre cette paix.

137. Le Gouvernement du Honduras a adressé de nombreuses invitations au Gouvernement du Nicaragua pour entamer un dialogue. Le représentant du Nicaragua lui-même était Vice-Ministre du Nicaragua lorsque le Gouvernement du Honduras, par l'entremise de son Ministre des relations extérieures, M. Paz Barnica, l'a prié d'entamer le dialogue pour sortir de l'impasse. Le Honduras était tout à fait disposé à se rendre au Nicaragua puisque le Nicaragua n'avait pas l'intention de venir chez nous. Et aujourd'hui, j'ai informé le Conseil [S/15487] que le ministre D'Escoto Brockmann avait dit qu'il devait partir en voyage et qu'il ne pouvait de ce fait recevoir notre ministre. Et ce voyage, d'ailleurs, n'était pas un voyage au Canada; en fait, c'était aux funérailles du camarade Brejnev qu'il se rendait. Mais, avec le talent qui caractérise le Nicaragua, son représentant ici présent a mené des entretiens au niveau présidentiel et notre Ministre des relations extérieures est arrivé au Nicaragua et a fait une déclaration qui était tout à fait différente du point de vue du Nicaragua.

138. Le Nicaragua a un problème : il dénonce constamment la présence de troupes ou de forces contre-révolutionnaires en provenance du Honduras. Le Honduras affirme qu'il n'en est rien. Nous sommes par conséquent engagés dans l'un de ces jeux qu'on appelle en droit international le "ping-pong politique" : l'un dit oui et l'autre dit non. Il est facile de dire que l'on accepte des propositions en vue, comme il l'a fort bien dit lui-même, de discuter de "problèmes bilatéraux" et non de "généralités". Non; le Gouvernement du Honduras n'a pas voulu discuter d'une manière limitée les problèmes bilatéraux.

139. J'affirme qu'il est faux — et je peux adresser au Conseil copie de la réponse du Président de la République — que l'on ait rejeté l'initiative du Mexique ou du Venezuela, mais que le Président de la République du Honduras avait pour le jour de l'invitation un engage-

ment extrêmement important. Cent entrepreneurs du Honduras avaient été séquestrés, non dans la ville de Tela, comme l'a dit le représentant du Nicaragua, mais dans la ville de San Pedro Sula, le jour même que le Président sortant du Mexique avait fixé comme date impérative de réunion. Cent hommes, dont les entreprises représentent 83 p. 100 du produit national brut du Honduras, avaient été kidnappés par des guérilleros. Nous avons actuellement la preuve que des guérilleros nicaraguayens ont pris part à cet enlèvement. Par conséquent, il nous aurait été bien difficile, au moment même où se déroulait une manifestation de 300 000 personnes qui s'apprétaient à recevoir leur Président et à lui faire part de leur solidarité, d'abandonner ces 300 000 personnes dans leur douleur nationale occasionnée par un kidnapping — et parmi ces kidnappés il y avait le Président de la Banque centrale du Honduras, le Ministre de l'économie et le Ministre des finances — et nous déplorons de n'avoir pu changer une date au nom de la conciliation.

140. Le problème est quelque peu différent en ce sens que le Nicaragua estime qu'il est limité à la frontière qui sépare nos deux pays. Et comme je l'ai dit dans ma déclaration liminaire, nous estimons qu'il s'agit là d'un problème régional. Les armes passent du Nicaragua en El Salvador. Cela est évident.

141. Il y a d'autres implications à l'heure actuelle. On dit que le commandant Zero, le héros de la révolution sandiniste, viendrait par le sud du Costa Rica. Pas ailleurs, les intérêts d'un autre pays frère, le Guatemala, entrent en jeu également.

142. Nous ne voulons pas nous transformer en chien de garde des intérêts du Nicaragua le long de la frontière entre le Honduras et le Nicaragua. Nous voulons que les cinq pays concernés par le conflit se réunissent, pays qui ont des intérêts fondamentaux communs, et nous sommes heureux de constater que des pays importants sur le plan moral comme le Mexique et le Venezuela sont disposés à participer au dialogue. Il est donc facile de faire la part des choses. Il ne s'agit pas de discuter de problèmes bilatéraux uniquement, car nous ne voulons pas nous limiter à être les gardiens des intérêts du gouvernement sandiniste, mais de parler des intérêts de toute une région, sans ordre du jour, sans limites, car ce dont il s'agit c'est de parler de choses bien réelles, non de petits incidents frontaliers. Au contraire, nous voulons parler d'armes; nous voulons savoir combien d'avions il faudra demander, quand vont arriver les Mig; nous voulons éviter d'acheter des Phantom. Nous devons savoir exactement quelles sont les armes offensives et défensives et en quelle quantité. Nous désirons parler d'un contrôle international, que les pays sérieux s'engageraient à garantir. Nous voulons parler de la sortie de 1 000 hommes d'un pays des Caraïbes actuellement conseillers pour que puissent sortir les 55 techniciens qu'on veut envoyer en El Salvador. Tous ces problèmes présentent des conséquences pour toute la région.

143. Il ne fait aucun doute que le gouvernement de mon pays — et je m'avance pur le dire — accepterait cela. Je n'ai pas besoin de le consulter, et il ne faut pas voir là de la prétention, mais de la conviction démocratique; nous

sommes entièrement disposés à discuter à tout moment au sein d'un organe, un organe non pas limité à deux parties, mais un organe où seraient présents les cinq pays appartenant à la région, où seraient présents également des observateurs de haut rang, parmi lesquels nous verrions avec plaisir des pays amis tels que le Mexique et le Venezuela. Il s'agit là d'un des éléments fondamentaux.

144. Un autre élément fondamental à nos yeux est le suivant : je ne sais pourquoi on a voulu tout le temps dire que nous avons une entente en quelque sorte avec le Gouvernement des Etats-Unis. Ce n'est pas le cas, et je me pose les questions suivantes : lequel des deux pays qui parlent en ce moment est aligné ? Est-ce nous qui sommes alignés sur les Etats-Unis, ou bien le Nicaragua qui l'est sur une puissance extracontinentale ? Et, lorsque l'on parle d'alignement, cela nous amène à penser que le problème bilatéral est un problème très mince.

145. Nous avons besoin d'un organisme comme l'Organisation des Nations Unies, le Conseil de sécurité, des gens sérieux comme ceux qui ont été envoyés au Liban ou dans diverses régions troublées, qui pourraient garantir l'établissement d'un pacte, un pacte régional sérieux. Le Gouvernement du Honduras accepterait dès maintenant — j'ai des instructions spécifiques dans ce sens — tout dialogue régional auquel participeraient les cinq pays de la région et d'autres pays adjacents que je ne nommerai pas maintenant pour ne pas prendre parti.

146. Nous ne sommes pas dans la mouvance du Gouvernement des Etats-Unis. Je puis dire en toute sincérité que toute cette campagne qui a été lancée pour essayer de démontrer que le Honduras est un *puppet* — terme d'origine française qu'emploient les Américains — est une affirmation tout à fait dénuée de fondement. L'on nous dit que nous avons signé des accords régionaux et des accords bilatéraux. Oui, nous les avons signés, car ce sont des accords de défense. C'est l'une des raisons fondamentales pour lesquelles nous avons accepté une aide de 30 millions de dollars pour agrandir notre aéroport, car je voudrais poser la question suivante : comment le Gouvernement du Honduras peut-il se défendre contre 60 chars de fabrication soviétique ? Notre armée ne comporte pas autant d'éléments que celle du Nicaragua et, forcément, nous devons chercher des solutions de remplacement. Mais il est une des choses fondamentales dont nous voudrions parler : il s'agit de la limitation des armements et de la supervision internationale d'un accord dans ce sens ; il faut que l'on aboutisse à un accord entre tous les pays de manière autonome, sans être les *puppets* de la Russie ni des Etats-Unis. Mettons-nous d'accord pour qu'il n'y ait plus d'envois d'armes en Amérique centrale ; pour que tout cet argent, dont nous manquons tant en ce moment, ne soit plus gaspillé dans l'achat de ces armes. Il faut tenir compte du fait que la réforme fiscale à laquelle mon pays a procédé a permis de percevoir 30 millions de dollars. Faudrait-il que cette somme soit consacrée à l'achat d'un avion, privant ainsi des populations pratiquement dans la misère de la possibilité d'améliorer leur sort, et cela simplement parce que nous devons tout le temps penser à des attaques régionales ? Venons-en donc, une fois pour toutes, à l'établissement d'un accord régional.

147. Par conséquent, nous réaffirmons que notre offre existe toujours, et nous pensons que le Secrétaire général — une personnalité de la plus haute autorité morale dans le monde — et le Conseil de sécurité pourraient saisir cette occasion pour que soit établi un dialogue sans conditions restrictives, permettant d'aborder les questions de fond. Pour nous, le fond du problème comprend certains aspects fondamentaux. Il ne s'agit pas de protéger une frontière ; la frontière n'a pas été protégée du temps de Somoza, et elle ne va pas l'être maintenant pour les sandinistes ; nous ne disposons pas de gens pour cela ; nous ne servons pas à surveiller les hommes qui se battent en ce moment sur leur propre territoire, nous ne pouvons pas intervenir avec 2 000 soldats, comme ils disent, qui puissent sortir de nos frontières car nous n'avons pas les avions nécessaires pour les transporter. Nous n'avons même pas pu obtenir, sur les marchés internationaux, ces avions de transport.

148. En conséquence, et pour essayer de parler en termes concrets, je puis dire dès maintenant que nous sommes disposés à entamer un dialogue régional sans restriction au cours duquel on traiterait des questions suivantes : retrait des conseillers techniques étrangers, limitation des armements, contrôle international des frontières. Car tout cela coûte cher. Lorsque nous étions en conflit avec El Salvador, la présence d'observateurs de l'OEA nous coûtait 3 millions de pesos tous les trois mois. Cela veut dire que 10 observateurs de ce genre nous coûteraient la somme que nous avons perçue à la suite de notre réforme fiscale. Le vol d'un seul avion à réaction, allant d'une région à l'autre, coûte pratiquement 300 000 dollars. Nous ne devons pas nous écarter de tous ces aspects de la réalité.

149. Encore une fois, je répète que notre politique est une politique indépendante. Le Gouvernement des Etats-Unis ne nous oblige pas à avoir un aéroport. Si nous avons accepté une aide internationale pour de tels travaux, c'est parce que notre gouvernement ne peut faire des investissements de l'ordre de 30 millions de dollars, et il nous fallait trouver cet argent. Le seul pays d'Amérique latine — je dis cela avec tristesse — qui ne dispose pas d'un aéroport international sur lequel atterrissent les avions des grandes lignes aériennes est le nôtre. A une époque où l'on peut, de n'importe quelle partie du monde — du Japon par exemple —, de n'importe quelle autre capitale, arriver le même jour, après un vol de 12 heures, sur la piste d'atterrissage de notre capitale, Tegucigalpa, cette piste représente une véritable menace. Chaque fois que nous approchons de cette piste et que nous la survolons, nous nous en remettons à Dieu. C'est quelque chose que seuls peuvent comprendre ceux qui connaissent l'Amérique centrale ; les primes d'assurance sont très élevées à cause des risques que l'on court pendant un atterrissage. Notre pays, en outre, est le seul qui n'a pas de système ferroviaire dans la capitale, le seul qui ne dispose pas d'une route interaméricaine. C'est ainsi que ces montagnes énormes que nous avons — car notre pays est la Suisse

d'Amérique centrale — servent de refuges aux guérilleros, car là se trouvent les guérilleros salvadoriens, les guérilleros nicaraguayens et les guérilleros guatémaltèques. Que pouvons-nous faire en tant que pays? Fermer les portes? Pouvons-nous faire preuve d'inhumanité, avoir sur la conscience ce poids d'avoir chassé les 35 000 hommes qui luttent pour leur liberté? Si nous l'avions fait, vous ne seriez plus au pouvoir au Nicaragua.

*La séance est levée à 19 h 20.*

---

<sup>1</sup> Voir A/38/68, annexe.

<sup>2</sup> Résolution 217A (III) de l'Assemblée générale.

<sup>3</sup> *Convention américaine relative aux droits de l'homme, "Pacte de San José de Costa Rica"*, Série sur les traités n° 36, Washington, (D. C.), Organisation des Etats américains, 1970.

<sup>4</sup> Acte final de la Réunion des ministres des affaires étrangères des pays intéressés dans la promotion de la démocratie en Amérique centrale et aux Caraïbes. Pour le texte anglais, voir Jack W. Hopkins, éd., *Latin America and Caribbean Contemporary Record* (New York et Londres, Holmes & Meier, 1984), vol. II, 1982-1983, p. 867 à 873.

---

### كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو كتب إلى: الأمم المتحدة، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف.

#### 如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

#### HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

#### COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

#### КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

#### COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o dirijase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.

---